



**Centre de Sciences Humaines
New Delhi**

Rapport d'activité 2005

Centre de Sciences Humaines
2, Rue Aurangzeb
New Delhi 110 011 – INDIA
Website : <http://www.csh-delhi.com>

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|----|
| 1. INTRODUCTION | 1 |
| 1.1. Les points forts des activités de recherche en 2005 | 1 |
| 1.2. Renforcement et élargissement des partenariats | 2 |
| 1.3. Une mission importante et soutenue de formation à la recherche | 2 |
| 1.4. Une mission de valorisation visant à maximiser la visibilité des recherches du Centre | 3 |
| 2. ORGANISATION ET GESTION DES RESSOURCES | 4 |
| 2.1. Ressources Humaines | 4 |
| 2.2. Gestion financière | 4 |
| 2.3. Locaux et équipement | 5 |
| 2.4. Bibliothèque..... | 5 |
| 3. AXES ET PROJETS DE RECHERCHE | 9 |
| 3.1. Dynamiques régionales en Asie du Sud et relations internationales..... | 9 |
| 3.1.1. Le positionnement de l'Inde face à ses voisins et les questions sécuritaires | 9 |
| 3.1.2. Diaspora et réfugiés | 11 |
| 3.2. Dynamiques politiques, structures institutionnelles et transformations sociales | 14 |
| 3.2.1. L'évolution du fédéralisme indien | 14 |
| 3.2.2. L'évolution des pratiques démocratiques en Asie du sud..... | 17 |
| 3.3. Transition économique et développement durable | 19 |
| 3.3.1. L'Organisation Mondiale du Commerce et l'économie mondialisée | 20 |
| 3.3.2. Gestion des infrastructures publiques et réformes économiques..... | 21 |
| 3.3.3. L'économie informelle | 23 |
| 3.3.4. Nouvelles perspectives en économie théorique et appliquée | 24 |
| 3.4. Dynamiques Urbaines | 27 |
| 3.4.1. Dynamiques péri-urbaines..... | 28 |
| 3.4.2. Gouvernance urbaine | 28 |
| 3.4.3. Etudes sur Delhi : services urbains, marché du logement, bidonvilles | 30 |
| 4. VALORISATION ET DIFFUSION DES TRAVAUX | 33 |
| 4.1. Séminaires et conférences organisés par le CSH | 33 |
| 4.1.1. Colloques, séminaires, ateliers | 33 |
| 4.1.2. Conférences individuelles, tables rondes | 34 |
| 4.2. Publications et communications | 34 |
| 4.2.1. Ouvrages entiers | 35 |
| 4.2.2. Chapitres d'ouvrages | 35 |

| | |
|---|-----------|
| 4.2.3. Articles dans des revues à comité de lecture..... | 36 |
| 4.2.4. Communications présentées à des colloques, séminaires et conférences | 37 |
| 4.2.5. Rapports de recherche, thèses, mémoires | 40 |
| 4.2.6. Autres travaux..... | 41 |
| 5. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES | 42 |

1. Introduction

Le Centre de Sciences Humaines (CSH), fondé en 1990, est un des 28 établissements de recherche du Ministère des Affaires Etrangères. Sa vocation est de conduire des recherches de haut niveau en sciences sociales, pouvant apporter un éclairage nouveau sur l'émergence de l'Inde comme puissance internationale et sur les transitions qui affectent le sous-continent. Depuis 1995, son champ de recherche est résolument orienté sur l'Asie du Sud *contemporaine*. Le CSH a également pour vocation de favoriser des synergies de recherche entre les chercheurs français et européens qu'il accueille et leurs homologues indiens.

C'est dans ce cadre général que nous avons poursuivi en 2005 le développement de nos programmes de recherche selon quatre grands axes fédérateurs :

- 1) Dynamiques régionales en Asie du Sud et relations internationales ;
- 2) Dynamiques politiques, structures institutionnelles et transformations sociales ;
- 3) Transition économique et développement durable ;
- 4) Dynamiques urbaines.

1.1. Les points forts des activités de recherche en 2005

Le CSH a confirmé son rôle d'observatoire des mutations politiques (sur la scène nationale et internationale), économiques et sociales de l'Inde et de l'Asie du Sud contemporaines.

Les recherches de l'**axe Relations Internationales** se sont distinguées par l'aboutissement de deux programmes sur le positionnement de l'Inde dans l'espace régional (l'un sur la coopération stratégique Inde-Chine, l'autre sur la gestion des tensions nucléaires) et la poursuite des recherches sur la diaspora indienne et les populations réfugiées sur le territoire indien. L'année 2005 a également été marquée par l'organisation d'un séminaire international sur le rôle de la diaspora indienne dans les relations internationales.

L'**axe Dynamiques politiques** a développé ses recherches autour de deux grandes thématiques : l'évolution du fédéralisme indien

(impact de la décentralisation politico-administrative, enjeux de la création des nouveaux Etats) et l'évolution des pratiques démocratiques (renouvellement des élites politiques, formes émergentes de mobilisation, retour historique sur les trajectoires des régimes politiques indien et pakistanais).

Les recherches conduites au sein de l'**axe Transition économique et développement durable** adressent plusieurs thèmes majeurs pour l'économie indienne : l'Inde et l'organisation Mondiale du Commerce, programme qui a donné lieu à la publication d'un important volume collectif ; l'impact des réformes de libéralisation économique (sur la gestion des infrastructures publiques, sur l'environnement, sur les inégalités et la pauvreté) ; l'économie informelle de l'eau. Deux séminaires internationaux ont également été organisés en 2005 dans le cadre d'un projet co-financé par l'Union Européenne sur l'impact de la globalisation sur les firmes nationales en Inde et en Chine.

L'**axe Dynamiques urbaines** a maintenu sa vocation de transversalité entre axes de recherche et de pluridisciplinarité dans les projets conduits, en particulier à travers la mise en œuvre d'un projet collectif sur la gouvernance urbaine, qui a donné lieu en 2005 à l'organisation de trois ateliers internationaux dans trois villes différentes (Delhi, Calcutta et Hyderabad). A cela s'ajoutent plusieurs programmes prenant Delhi comme objet d'étude, et traitant de questions fondamentales pour le développement urbain : le fonctionnement du marché foncier, la question des bidonvilles, l'offre de soins et de médicaments.

Une attention particulière a été donnée au développement de perspectives comparatives entre l'Inde et la Chine, ce qui rejoint une des recommandations formulées par le Comité de Suivi des instituts de recherche français en Inde en 2005. Outre les programmes de recherche en relations internationales qui s'intéressent directement aux relations entre ces deux pays voisins et à leurs perceptions réciproques, et le projet déjà mentionné sur l'impact de l'ouverture des marchés sur les firmes nationales

indiennes et chinoises, deux colloques internationaux ont été organisés qui intégraient spécifiquement une dimension comparative, l'un sur le consumérisme et l'émergence des classes moyennes, et l'autre sur une évaluation normative des réformes de libéralisation économique (qui s'est tenu début janvier 2006).

1.2. Renforcement et élargissements des partenariats

Les activités scientifiques du CSH ne sauraient se concevoir hors d'un large réseau de contacts institutionnels et de partenaires, d'une part en Inde, d'autre part en France et dans d'autres pays européens. Comme le montre la présentation détaillée des programmes au sein de chaque axe, ainsi que la liste des séminaires et conférences organisés, de nombreux programmes de recherche et la plupart des manifestations scientifiques engagent des collaborations avec des partenaires à l'extérieur du CSH. Ces collaborations diverses permettent au CSH d'élargir son champ d'action au-delà de ce que ses seules ressources humaines propres pourraient assurer (soit une équipe régulière franco-indienne d'une dizaine de chercheurs et doctorants).

Les collaborations entretenues de longue date avec certaines unités de recherche de grands organismes nationaux, comme l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et le CNRS, se sont traduites en 2005 par l'affectation au CSH d'un chercheur de l'IRD (UR « Développement local urbain ») pour deux ans, et la mise à disposition d'un chercheur du CNRS (Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud) pour également deux ans.

A travers l'accueil de chercheurs et d'universitaires invités pour des séjours de recherche, le CSH a pu en 2005 renforcer ou élargir ses partenariats avec la faculté de sciences humaines et sociales de l'Université de Picardie Jules Verne, et deux Unités Mixtes de Recherche en économie : le Groupe de Recherche en Economie Quantitative d'Aix-Marseille (UMR CNRS – EHESS – Universités d'Aix-Marseille II & III) et le Groupe de Recherche en Analyse et Politiques Economiques (UMR CNRS – Université Montesquieu Bordeaux IV).

Enfin, le lancement par le Ministère des Affaires Etrangères de grands programmes de recherche transversaux associant plusieurs

Instituts Français de Recherche à l'Etranger offre au CSH une opportunité de développer des collaborations avec des instituts situés en Asie (l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine de Bangkok, le Centre d'Etudes Français sur la Chine Contemporaine de Hong-Kong, l'Institut Français sur l'Asie Centrale de Tachkent) et en Afrique (Institut Français d'Afrique du Sud). Les projets de recherche en collaboration qui seront mis en oeuvre dans ce cadre sont présentés dans les *Conclusions et Perspectives* de ce rapport.

Allant de pair avec le renforcement des partenariats, le CSH poursuit ses efforts de mobilisation de financements extérieurs pour la mise en oeuvre de ses projets de recherche et l'organisation de manifestations scientifiques, qu'il s'agisse de réunir les contributions financières des différentes institutions partenaires sur une opération commune, ou bien d'obtenir des subventions extérieures auprès, par exemple, du Ministère de la Recherche, de l'Union Européenne ou de fondations.

1.3. Une mission importante et soutenue de formation à la recherche

Le CSH poursuit également sa mission de formation à la recherche, en offrant tout d'abord deux bourses d'aide à la recherche pour des doctorants (une en économie ou géographie urbaine, et une en sciences politiques ou relations internationales) et en réservant un poste de volontaire international à un doctorant qui doit consacrer un mi-temps aux fonctions de secrétaire scientifique. En 2005, le Centre a aussi accueilli une post-doctorante bénéficiaire d'une bourse Lavoisier du Ministère des Affaires Etrangères

Le CSH reçoit par ailleurs des étudiants pour des séjours d'un à 6 mois dans le cadre de conventions signées avec des écoles doctorales ou d'autres institutions d'enseignement supérieur. Les accords en cours depuis 2003 ou 2004 concernent l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, le département de géographie de l'Université de Rouen, le *South Asia Institute* de l'Université de Heidelberg, l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris, l'Ecole Militaire Spéciale de Saint Cyr et l'Ecole Polytechnique de Palaiseau. En 2005, six étudiants ont séjourné au CSH dans ce cadre.

Le CSH a également accueilli en 2005 quatre autres doctorants, pour des séjours d'un à 12 mois, sélectionnés parmi les nombreuses demandes d'affiliation qui lui parviennent.

Ces accueils concernent prioritairement des étudiants inscrits dans des universités ou institutions européennes, l'objectif étant de faciliter l'accès au terrain de recherche, tout en offrant une intégration et un encadrement au sein d'une équipe de recherche. Des ateliers internes au CSH sont ainsi régulièrement organisés afin de présenter et discuter les recherches en cours. Ces accueils d'étudiants sont également un moyen pour le CSH de renforcer ses liens avec les universités françaises/européennes, et de stimuler des échanges scientifiques avec leurs enseignants-chercheurs.

Enfin, le CSH a renouvelé son soutien aux ateliers organisés chaque année en Inde par l'Association Jeunes Etudes Indiennes, dont les rencontres en 2005 se sont tenues à Delhi et ont impliqué l'Université Jawaharlal Nehru et le CSH.

1.4. Une mission de valorisation visant à maximiser la visibilité des recherches du Centre

Dans la continuation de la politique suivie les années précédentes, les activités de valorisation et diffusion des travaux du Centre font l'objet d'une attention particulière, avec des

efforts financiers en conséquence, afin de maximiser la visibilité du CSH. La politique suivie en matière d'organisation de manifestations scientifiques et de publication des travaux est détaillée dans la section 4 de ce rapport. Nous nous contenterons ici de souligner les principaux résultats.

En 2005, 7 *séminaires internationaux* ont été organisés, en collaboration avec des partenaires indiens et/ou européens. A ceci s'ajoute l'organisation de 6 conférences individuelles et de 4 tables rondes pour le lancement d'ouvrages.

Concernant les *publications*, 7 ouvrages ont été publiés en 2005, dont 5 volumes dans la collection que le CSH a établi de longue date avec la maison d'édition indienne Manohar Publishers. En outre, 6 titres sont parus en 2005 dans la collection des *Occasional Papers* du CSH (des documents de 100 à 200 pages, faisant également l'objet d'un processus de référés). La relance en 2004 et 2005 de cette collection de documents correspond à une des recommandations formulées par le Comité de Suivi des instituts de recherche français en Inde en 2004.

Parmi les efforts de valorisation, le lancement en 2005 d'un nouveau site Internet pour le CSH tient une place très importante : l'objectif était de créer un outil de communication complet, vivant et ouvert sur l'extérieur, et de refléter les activités du Centre en continu.

Véronique Dupont
Directrice du CSH
New Delhi, 8 février 2006

2. ORGANISATION ET GESTION DES RESSOURCES

2.1. Ressources humaines

L'équipe régulière du CSH compte une vingtaine de personnes au total, dont la moitié de chercheurs ou doctorants, à laquelle s'ajoute sur l'année 2005 presque autant de chercheurs et étudiants en accueil pour des durées très variables (voir *infra* l'organigramme détaillé et le tableau des accueils).

L'équipe administrative, en plus de la directrice et du secrétaire général-agent comptable (expatriés) comprend en recrutement local : une assistante de direction, une responsable des publications, un bibliothécaire documentaliste et un assistant de comptabilité.

L'équipe de recherche est répartie en quatre axes. Elle accueille des chercheurs expatriés et des doctorants ou post-doctorants français ou d'autres pays européens, et également des allocataires post-doctorants du pays d'accueil.

Tous les axes sont en mesure d'accueillir chercheurs, boursiers et stagiaires, sur des postes informatisés, reliés à l'Intranet, l'Internet, ainsi qu'à la base de données des contacts du CSH, son fonds documentaire et le réseau des bibliothèques de Delhi.

Mouvement de personnel

Patrick Dorp, agent comptable et secrétaire général, a mis prématurément fin à son contrat début novembre 2005, laissant vacant ce double poste qui ne sera pourvu qu'en février 2006, par Jean-Luc Gourmelen.

Parmi les chercheurs expatriés du Ministère des Affaires Etrangères (MAE), le contrat d'Eric Leclerc, coordinateur de l'axe « relations internationales », est arrivé à son terme fin décembre 2005. Il sera remplacé en février 2006 par Laurent Gayer. En sus des deux postes du MAE, l'équipe de recherche a bénéficié en 2005 des apports de deux grandes institutions de recherche :

- l'Institut de Recherche pour le Développement a affecté au CSH pour 2 ans à partir de juillet 2005 une urbaniste, Marie-Hélène Zérah, pour mener un programme en collaboration avec l'*Indira Gandhi Institute of Development Research* de Mumbai ;

- le CNRS a mis à disposition du CSH pour 2 ans à partir de septembre 2005 une chercheuse en sciences politiques, Stéphanie Tawa Lama-Rewal (du Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud); elle coordonnera l'axe « Dynamiques politiques » du CSH.

Concernant les volontaires internationaux, la mission d'Adrien Fanet, responsable du réseau informatique du Centre et du site web s'est terminée fin décembre 2005, tandis que la mission de Bertrand Lefebvre, doctorant et secrétaire scientifique, a été prolongée d'un an (jusqu'en septembre 2006).

Parmi les étudiants français/européens boursiers du MAE, la bourse d'Anastasia Anguelelou (économie) s'est terminée fin octobre 2005. Le contrat de Samuel Berthet, post-doctorant en sciences politiques, a été renouvelé pour un an et s'est terminé fin 2005.

*Parmi les cinq chercheurs indiens, allocataires post-doctorants ou experts, Saroj Giri a quitté le CSH pour rejoindre l'Université de Delhi en mars 2005, et les contrats de Girish Kumar et Dipankar Sengupta sont arrivés à leur terme en décembre 2005 ; ils seront remplacés par trois nouveaux chercheurs en 2006. L'allocation conjointe du CSH et de l'*Indian Council for Social Sciences Research (ICSSR)*, attribuée à Deepa Menon-Choudhary, a été prolongée pour une seconde année à partir d'avril 2005.*

2.2. Gestion financière

L'exercice 2005 a été marqué par les points suivants :

La subvention de fonctionnement du MAE s'est élevée à 185.000 € pour 2005, soit 92,5% des 200.000 € notifiés initialement, suite à une régulation budgétaire, ce qui représente une baisse de 7,5% par rapport à la subvention de 2004. Un montant de 200 000 € a été notifié pour l'année 2006. Cette enveloppe comprend la liquidation sur le budget du CSH de 2 postes de boursiers doctorants français (bourses d'aide à la recherche) et de 5 postes de post-doctorants indiens dont un co-financé par l'ICSSR.

Sept projets majeurs ont fait l'objet de financements extérieurs en 2005, gérés en ressources affectées :

- Fin (publication) de l'étude sur « Les femmes et le gouvernement local en Inde urbaine » financée par le service de coopération de l'ambassade de Suède, et la fondation Ford (solde de 1.110 € au 1^{er} janvier 2005) ;
- Dernière phase de l'étude « Islamismes du sous-continent indien » financée par une subvention spéciale du M.A.E (solde de 12.772 € au 1^{er} janvier 2005) ;
- Projet collectif « Acteurs, politiques et gouvernance urbaines : les processus décisionnels gouvernant l'offre et la demande de biens et de services collectifs dans quatre métropoles indiennes », mené en collaboration avec l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales avec un financement du ministère de la recherche (fonds national pour la science) sur trois ans dans le cadre d'une Action Concertée Incitative (dont 51.000 € à gérer par le CSH) ;
- Projet collectif « Dynamiques périurbaines : population, habitat et environnement dans les périphéries des grandes métropoles indiennes », mené en collaboration avec l'Institut de Recherche pour le Développement, avec un financement du ministère de la recherche (fonds national pour la science) dans le cadre d'une Action Concertée Incitative (dont 7.000 € gérés par le CSH en 2005) ;
- Étude sur les représentations et l'intégration des populations tribales d'une région de l'Inde centrale, dans le cadre du projet sur les Peuples premiers, financée par le MAE (subvention de 12.000 € en 2005) ;
- Projet collectif sur « Impact de la globalisation et de l'ouverture des marchés sur les entreprises publiques et leur gouvernance : le cas de l'Inde », associant des partenaires européens et indiens, co-financé à hauteur de 75 % par l'Union Européenne dans le cadre du programme Inde-Europe « *Small Projects Facility* » (subvention de 103.200 € en 2005, représentant 80 % du total attendu), et qui a aussi bénéficié d'un soutien spécifique du MAE (6000 € en 2005) ;
- Étude sur le marché foncier de Delhi, ayant reçu un soutien spécifique du MAE (8000 € en 2005).

Sont attendus début 2006 des financements importants du MAE dans le cadre de trois

programmes transversaux entre Instituts Français de Recherche à l'Étranger :

- 92.000 € pour la coordination d'ensemble et la mise en œuvre en Asie du Sud du programme « Recompositions de l'Islam contemporain et dynamiques économiques en Asie, du Caucase à la Chine » ;
- 14240 € pour la participation au programme « Mutations démocratiques dans les pays émergents », coordonné par l'Institut Français d'Afrique du Sud ;
- 4000 € pour la participation au programme « Construction régionale et résistances nationales dans la région du Grand Mékong », coordonné par l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud Est Contemporaine.

Les dépenses sur financements extérieurs à la dotation de fonctionnement et ciblés sur des projets spécifiques représentent en conséquence une part importante du financement de la recherche au CSH.

2.3. Locaux et équipement

Les locaux du CSH accueillent sur 378 m² répartis en deux bâtiments :

- des chercheurs et doctorants, avec une capacité totale d'accueil de 17 postes informatisés dédiés à la recherche, dont six pour des étudiants et chercheurs affiliés en accueil ;
- l'administration : six postes informatisés ;
- la bibliothèque : un poste informatisé pour le bibliothécaire, deux postes d'accueil-consultation du réseau Internet et Intranet pour les visiteurs.

2.4. Bibliothèque

La collection de la bibliothèque du CSH a augmenté de manière substantielle en 2005, avec l'achat d'environ 300 livres ou Cd-Roms. Ceci porte le nombre total d'ouvrages à 8661 en décembre 2005, celui des Cd-Roms à 69, auxquels s'ajoutent 580 tirés à part d'articles indexés.

Il faut ajouter à cela :

- 179 périodiques, y compris 82 abonnements en cours, en français (15) et en anglais (68) ;
- huit quotidiens indiens et un quotidien français ;

- Une sélection de CD-ROM sur le recensement de l'Inde de 2001 ;
- Un abonnement depuis 2004 à Indiatat.com, un site web fournissant des données statistiques socio-économiques sur l'Inde ;
- Et, depuis janvier 2005, un abonnement à une collection de journaux académiques en ligne, la base de données JSTOR.

La bibliothèque est équipée d'un logiciel performant de gestion (LIBSYS), qui permet d'optimiser l'accès à la base informatisée des

références ainsi que la consultation du catalogue de la bibliothèque sur Internet (à l'adresse : <http://csh-del.oliveindia.com>).

La bibliothèque du CSH est intégrée au réseau de bibliothèques DELNET (*Developing Library Network*) qui permet l'emprunt entre bibliothèques de livres et d'articles, et offre l'accès à un million de références indexées dans une vingtaine de bases de données.

Organigramme du Centre de Sciences Humaines au 31-12-2005

| | |
|--|--|
| Direction | Véronique DUPONT , directrice (expatriée MAE depuis septembre 2003) |
| | Patrick DORP, secrétaire général & agent comptable (expatrié MAE, de septembre 2003 à novembre 2005) Mallika HANIF, assistante de direction Kulmohan SINGH, assistant de comptabilité |
| Secrétariat scientifique | Bertrand LEFEBVRE, Volontaire International (depuis octobre 2004) |
| Informaticien (responsable du réseau interne et du site Internet) | Adrien FANET, Volontaire International (de janvier 2004 à décembre 2005) |
| Publications, Documentation | Attreyee ROY CHOWDHURY, Responsable des publications Ved Narayan SINGH RAWAT, Bibliothécaire & Documentaliste |
| Standard, courses, entretien, divers | Mahesh KUMAR, standardiste et factotum Ashok KUMAR, standardiste et factotum Pushpa PARASAR, accueil et ménage |
| Recherche | |
| <i>Chercheurs français</i> | Nicolas GRAVEL, Economie (expatrié MAE depuis septembre 2004) Eric LECLERC, Relations Internationales (expatrié MAE de janvier 2004 à décembre 2005) Marie-Hélène ZÉRAH, urbaniste, chargée de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (affectée au CSH pour 2 ans depuis juillet 2005 dans le cadre d'une collaboration avec l' <i>Indira Gandhi Institute of Development Research</i> , Mumbai) Stéphanie TAWA LAMA-REWAL, chargée de recherche en sciences politiques au CNRS (mise à disposition du CSH pour 2 ans depuis septembre 2005) |
| <i>Post-doctorants français</i> | Samuel BERTHET, Sciences Politiques (contractuel sur projet d'octobre 2003 à décembre 2005) |

| | |
|--|---|
| <i>Doctorants: Boursiers MAE ou Volontaires Internationaux</i> | Anastasia ANGUELETOU, Economie (de novembre 2004 à octobre 2005) Bertrand LEFEBVRE, Géographie (Volontaire International depuis octobre 2004) Cyril ROBIN, Sciences Politiques (depuis octobre 2004) |
| <i>Chercheurs indiens : allocataires post-doctorants et experts contractuels</i> | Saroj GIRI, Sciences Politiques (de novembre 2003 à mars 2005) Girish KUMAR, Sciences Politiques (de mars 2001 à décembre 2005) Deepa MENON-CHOUDHARY, Economie (de mars 2004 à mars 2006, allocation conjointe CSH-ICSSR) Dipankar SENGUPTA, Economie (de février 2002 à décembre 2005) Swaran SINGH, Relations Internationales (maître de conférences à l'Université J. Nehru, à temps partiel au CSH, depuis septembre 2002) |

Chercheurs, doctorants et stagiaires accueillis au CSH en 2005

(avec affiliation par axe)

| | | |
|---|---|---------------------------------|
| 1. Dynamiques régionales en Asie du Sud et relations internationales | | |
| Julie BAUJARD | Doctorante , Université de Provence, Aix-Marseille I | octobre 2004- décembre 2005 |
| Kudrat BHATIA et Rubina KHADER | Stagiaires , étudiantes en master, département d'Etudes Internationales, Stella Maris College, Chennai | avril-juin 2005 |
| Laurence HENRY | Post-doctorante en droit international, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires, Aix-Marseille, titulaire d'une bourse Lavoisier du MAE | septembre 2005- février 2006 |
| Ingrid THERWATH | Doctorante , Institut d'Etudes Politiques de Paris | janvier-mars 2005 |
| Pascale VISIONNEAU | Stagiaire , Ecole Spéciale Militaire de Saint Cyr | septembre-décembre 2005 |
| 2. Dynamiques politiques, structures institutionnelles et transformations sociales | | |
| Lionel BAIXAS | Doctorant , Institut d'Etudes Politiques de Paris | novembre 2005- octobre 2006 |
| Lucy BAUGNET | Professeur , Université de Picardie Jules Verne | janvier-février 2005 |
| Sylvie GUICHARD | Doctorante , Département d'histoire du droit et des doctrines juridiques et politiques, Université de Genève | novembre 2004-mars 2005 |
| Malte PEHL | Doctorant , Département de sciences politiques, <i>South Asia Institute</i> , Université de Heidelberg | novembre 2005- janvier 2006 |

| 3. Transition économique et développement durable | | |
|--|---|--|
| Julien ANTONIOZ-BLANC | Stagiaire , Etudiant ingénieur de 3ème année, Ecole Polytechnique, Palaiseau | mai-août 2005 |
| Basudeb CHAUDHURI | Maître de conférence , sciences économiques, Université de Caen | janvier 2005 |
| Augustin MARIA | Doctorant , Université de Paris Dauphine et CERNA (Centre d'Economie Industrielle de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris) | novembre 2005-mars 2006 |
| Vêlayoudom MARIMOUTOU | Professeur en sciences économiques, Université de la Méditerranée, Groupe de Recherche en Economie Quantitative d'Aix-Marseille, Marseille | mi-janvier à mi-février 2005 |
| Patrick MOYES | Directeur de Recherche , sciences économiques, CNRS, Groupe de Recherche en Analyse et Politiques Economiques, Bordeaux | mars 2005 |
| Joël RUET | Chercheur 'Marie Curie fellow' , <i>London School of Economics</i> , DESTIN, Londres et chercheur associé au CERNA (Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris) | janvier-mars 2005, septembre 2005, décembre 2005 |
| Alain TRANNOY | Directeur d'Etudes , sciences économiques, EHESS, Groupe de Recherche en Economie Quantitative d'Aix-Marseille, Marseille | avril 2005 |
| 4. Dynamiques urbaines | | |
| Linda BOUIFROU | Doctorante , Université de Paris 7 (en association avec l'Institut Français de Pondichéry) | octobre 2004-décembre 2005 |
| Paramita BANERJEE et Swati SACHDEV | Stagiaires , étudiantes en M.Ph, Université J. Nehru de New Delhi, <i>Centre for the Study of Regional Development</i> | octobre 2005-février 2006 |
| Suresh ROHILLA | Doctorant , <i>School of Geography, Queen's University</i> , Belfast | mars-avril 2005 |

MAE : Ministère des Affaires Etrangères

3. AXES ET PROJETS DE RECHERCHE

Les recherches conduites au CSH ont pour objectif général d'interroger l'Inde comme puissance émergente sur la scène internationale ainsi que les transitions qui affectent le sous-continent indien à partir des quatre axes suivants :

- 1) Dynamiques régionales en Asie du Sud et relations internationales ;
- 2) Dynamiques politiques, structures institutionnelles et transformations sociales ;
- 3) Transition économique et développement durable ;
- 4) Dynamiques urbaines.

3.1. Dynamiques régionales en Asie du Sud et relations internationales

Coordination: Eric LECLERC

L'année 2005 a été marquée par l'aboutissement de deux programmes de recherche sur le positionnement de l'Inde dans l'espace régional avec la remise d'un manuscrit portant sur la coopération stratégique Inde-Chine, et la préparation d'un autre sur la gestion des tensions nucléaires. Le second axe de recherche, sur la diaspora indienne et les populations réfugiées sur le territoire indien, a produit ses premiers résultats avec l'organisation d'un séminaire international à New Delhi dont il reste en 2006 à publier les actes.

Pour parvenir à ces résultats, l'équipe a été renforcée en 2005 par l'accueil de deux jeunes chercheuses : au premier trimestre, une doctorante de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (dans le cadre d'une convention avec cet institut), Ingrid Therwarth, travaillant sur la diaspora indienne ; et au dernier trimestre une post-doctorante du Centre d'études et de recherches internationales et communautaires d'Aix-en-Provence, Laurence Henry, titulaire d'une bourse Lavoisier et travaillant sur le thème des relations entre l'Inde et l'ASEAN. D'autre part, le séjour de la doctorante de l'Université de Provence, Aix-Marseille I, Julie Baujard, qui prépare une thèse sur le thème des réfugiés, a été prolongé.

En outre, l'axe a accueilli trois étudiantes pour des stages de trois mois : une élève de l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr, dans le cadre d'une collaboration institutionnelle débutée en 2004, et deux étudiantes en master du département d'Etudes Internationales du Collège Stella Maris de Chennai.

Les recherches sur l'islam en Asie du Sud vont être relancées en 2006 avec le début d'un nouveau programme transversal coordonné par le CSH et associant plusieurs centres de recherche du MAE, sur la thématique « Recompositions de l'Islam contemporain et dynamiques économiques en Asie, du Caucase à la Chine ».

Le principe d'une approche englobant une échelle plus vaste et dépassant le cadre des relations inter-étatiques pour explorer les facteurs trans-étatiques qui affectent l'Inde et au-delà l'Asie du Sud et du Sud-Est, est ainsi confirmé. Cette nouvelle orientation implique le développement de collaborations plus nombreuses avec les autres instituts de recherche français en Asie, ainsi que de nouveaux partenaires dans les différents pays. En 2005, de nouveaux contacts ont été établis en Malaisie, à Singapour et en Chine qui sont les premiers jalons de réseaux plus vastes à renforcer.

3.1.1. Le positionnement de l'Inde face à ses voisins et les questions sécuritaires

La coopération stratégique entre la Chine et le Pakistan

Responsable du projet : Swaran SINGH, Maître de conférence à l'Université Jawaharlal Nehru et chercheur contractuel au CSH (swaran.singh@csh-delhi.com).

Autres participants : 20 participants indiens à un séminaire, comprenant des chercheurs des institutions suivantes : *Jawaharlal Nehru University*, New Delhi ; *Institute for Defence Studies and Analysis*, Delhi ; *Observer Research Foundation*, Delhi ; *Institute of Chinese Studies*, Delhi ; *Centre for Policy Research*, New Delhi ; *Jadavpur University*, Calcutta ; *National*

Institute for Security Analysis, Bangalore ;
Madras Christian College, Chennai.

Financement : CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

La coopération stratégique sino-pakistanaise est l'une des questions les plus problématiques de la politique étrangère de l'Inde et, peut-être, l'obstacle le plus prégnant à l'établissement de relations de confiance entre la Chine et l'Inde. Or, peu de recherches ont été conduites sur ce sujet, malgré la récurrence de ce thème dans la rhétorique politique. Tandis que la Chine et le Pakistan continuent à nier les allégations faites par l'Inde ou par d'autres puissances sur le transfert de technologies sensibles comme partie intégrante de la coopération stratégique sino-pakistanaise, des informations tangibles font défaut. Ces allégations restent en effet évasives et très peu d'avancées notables ont été faites dans ce domaine afin de renforcer cette thèse, que ce soit en termes de preuves ou d'analyses.

Les objectifs de la recherche, dans un tel scénario, comprennent tout d'abord l'examen approfondi et détaillé des divers secteurs de la coopération stratégique sino-pakistanaise. A partir de cette base, il s'agit de jauger l'impact général de cette coopération sur la sécurité et la paix régionales, sur la politique étrangère et de sécurité de l'Inde et, plus particulièrement, sur les liens entre l'Inde et la Chine. Cette étude a également pour but d'évaluer la nature évolutive des liens entre la Chine et le Pakistan, compte tenu du changement de la vision du monde de la Chine ces dernières années.

La méthodologie utilisée pour ce projet de recherche repose sur des contributions, rédigées à l'avance, et discutées collectivement lors d'un séminaire. Ces contributions s'appuient essentiellement sur des sources secondaires (publiées et en ligne) et nous avons pris soin d'équilibrer la perspective en incorporant des points de vue différents.

Activités réalisées en 2005 et résultats

La préparation de la publication des actes du séminaire national, organisé par le CSH et l'*India International Centre* en mars 2004 à Delhi, s'est achevée en septembre 2005. La version finale du livre intitulé *China-Pakistan Strategic Cooperation: Indian Perceptions* a été soumise à la maison d'édition Manohar pour une publication prévue en 2006.

La gestion des tensions nucléaires entre la Chine, l'Inde et le Pakistan : enseignements tirés de l'expérience européenne relative au développement des mesures de réduction des risques nucléaires

Responsable du projet : Swaran SINGH, Maître de conférences à l'Université Jawaharlal Nehru et chercheur contractuel au CSH (swaran.singh@csh-delhi.com).

Autres participants : Kudrat BHATIA et Rubina KHADER, étudiantes en Master du département des études internationales, Stella Maris College, Chennai, stagiaires au CSH d'avril à juin 2005.

Financement : CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

L'objectif des initiatives politiques et l'intérêt de la recherche universitaire à propos des relations entre la Chine, l'Inde et le Pakistan se sont déplacés depuis 1998, de la résolution des conflits existants par l'établissement de mesures de confiance (*Confidence Building Measures*), vers la question plus ciblée des mesures de réduction des risques nucléaires. Dans ce contexte, cette étude vise à retracer l'évolution de ces relations depuis l'accord cadre signé entre l'Inde et le Pakistan lors du sommet de Lahore en février 1999 et l'établissement du Dialogue de sécurité entre la Chine et l'Inde dès juin 2000.

Ces mesures de réduction des risques nucléaires sont examinées à l'aune de l'expérience européenne relative aux mesures de confiance dans le domaine nucléaire issue des processus d'Helsinki et de Vienne. Malgré la résurgence intermittente des tensions, ces trois processus mettent tous désormais l'accent sur la menace que constituent les tests et missiles nucléaires, les mesures de réduction du risque nucléaire étant souvent considérées comme une condition préalable à toute autre initiative visant la paix et la stabilité durables.

Cette étude adopte essentiellement une méthode déductive, en créant des inférences du général au particulier, et utilise un langage analytique et descriptif comme outils destinés à construire un discours, non seulement sur le débat contemporain relatif aux mesures de réduction des risques nucléaires entre la Chine, l'Inde et le Pakistan, mais aussi sur la pertinence de l'expérience et des modèles européens dans

ce domaine. Cette étude se fonde sur des sources primaires des trois États concernés et d'autres gouvernements et organismes intéressés par ces questions.

Activités réalisées en 2005 et résultats

En 2005, les objectifs de ce projet ont été réalisés avec la rédaction de la première version d'un manuscrit qui sera soumis pour publication en 2006.

Autre programme lié à des thèmes similaires

Une élève officier de l'Ecole Militaire Spéciale de Saint Cyr, Pascale VISIONNEAU, a été accueillie pour un stage de recherche de trois mois au CSH, de septembre à décembre 2005, dans le cadre d'une collaboration institutionnelle. Placée sous la supervision de Swaran SINGH, elle a conduit une étude sur **les relations diplomatiques et stratégiques entre l'Inde et la Chine depuis 1998 (Pokhran II)**. Les résultats de son travail ont donné lieu à un mémoire d'une centaine de pages déposé en janvier 2006.

Les relations entre l'Inde et l'ASEAN dans le cadre de l'architecture régionale en construction

Laurence HENRY, Docteur en Droit, post-doctorante au CSH (septembre 2005 – Février 2006), Centre d'études et de recherches internationales et communautaires (CERIC), Aix-en-Provence (lrnhenry@aol.com)

Financement : Bourse Lavoisier du Ministère des Affaires Etrangères & soutien financier du CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Dans le cadre de la *Look East policy*, l'Inde développe des relations privilégiées avec l'ASEAN (*Association of South East Asian Nations*). Dans le domaine du commerce international et de la coopération économique, en particulier, les initiatives sont nombreuses. Certains traités de base ont déjà été signés entre l'Inde et l'ASEAN, afin d'identifier les objectifs de leur coopération, mais leur mise en œuvre reste relativement lente. À la périphérie, d'autres initiatives ont été lancées, que ce soit dans un cadre sous-régional, notamment avec le *Mekong-Ganga Cooperation Program* ou la BIMSTEC (Communauté de la Baie du Bengale), ou par le biais d'accords bilatéraux avec certains partenaires privilégiés de l'Inde. Enfin, ces accords régionaux doivent se

conformer au droit de l'OMC, qui est au cœur de la régulation normative du commerce mondial.

Ces différents cercles de relations forment une toile complexe d'accords et d'institutions complémentaires et concurrents. De plus, leur nombre pléthorique ne leur donne pas toujours une très grande lisibilité et entraîne une certaine insécurité juridique. La première étape de ce projet a pour objectif de référencer les traités internationaux, les acteurs, institutions, et modes de règlement des différends, publics et privés, impliqués. Il s'agit ensuite de comparer le contenu et l'effectivité de ces différentes formes de collaboration, étant donné que les États et Organisations sous-régionales ne leur donnent pas les mêmes moyens juridiques, institutionnels et financiers. La réflexion se penchera enfin, de manière plus théorique, sur les implications de ces relations pluriformes entre l'Inde, l'ASEAN et certains de ses États membres pour la construction régionale en devenir.

Bien que ce projet soit fondamentalement transdisciplinaire, l'objectif est d'apporter une approche et une grille de lecture juridiques à un thème essentiellement traité par les économistes et spécialistes des relations internationales.

Activités réalisés en 2005

Le travail a consisté à référencer la littérature scientifique et les accords internationaux à l'origine des relations entre l'Inde et l'ASEAN. Des discussions avec des chercheurs spécialistes tendront en complément à établir la vision indienne sur cette coopération. Ce projet débouchera sur la publication d'un *Occasional Paper* du CSH en 2006 et éventuellement sur des articles publiés dans des revues scientifiques anglophones et/ou francophones.

3.1.2. Diaspora et réfugiés

La circulation des travailleurs indiens très qualifiés : Rôle de la communauté transnationale indienne dans la révolution des technologies de l'information à partir de l'Inde

Eric LECLERC, Maître de conférences, chercheur CSH (eric.leclerc@csh-delhi.com).

Financement: CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

L'objet de ce programme est d'analyser l'entrée de l'Inde dans un espace intra-mondial à

travers l'influence d'un groupe professionnel constituant une petite partie d'une diaspora indienne. Réfutant toute délimitation culturelle, sociale ou territoriale, le choix de ce groupe social se justifie aussi par son insertion dans la mondialisation. Emblématiques d'une économie de la communication, ces entreprises de hautes technologies permettent d'étudier les différentes modalités de la distance qu'elles mobilisent - ubiquité, circulation et co-présence - pour organiser une répartition internationale du travail. L'analyse de la circulation de leurs employés à différentes échelles de temps (migrations, déplacements professionnels) et d'espace (nationale, internationale) sert d'indicateur des transformations de la dimension spatiale de la société indienne dans son ensemble. Elle permet également de situer ce groupe social par rapport à une société-monde en formation.

Activités réalisées en 2005

Ce projet a débuté en janvier 2004 et devrait aboutir en décembre 2006. Les activités réalisées en 2005 ont consisté en un travail d'enquêtes de terrain à l'extérieur de l'Inde, avec deux mois en Malaisie pour compléter les recherches conduites en 2004 en Inde, dans une perspective comparative. La collecte des données sur Delhi a également été achevée lors des deux premiers mois de 2005.

Résultats

L'analyse des enquêtes conduites à Delhi confirme les premiers résultats sur Hyderabad et Bangalore. L'analyse de la mobilité internationale des informaticiens indiens a été complétée en Malaisie, permettant d'établir un lien entre migrations nationales et internationales. Leurs vastes mouvements à l'échelle mondiale sont le résultat des inégalités d'opportunité de travail entre les différents pays et de leur capacité à créer des réseaux transnationaux pour fournir ces ressources humaines aux entreprises informatiques depuis l'Inde.

Les premiers résultats de cette recherche ont été présentés lors de conférences (Hyderabad, Dhaka, Saint-Dié-des-Vosges) et d'une présentation individuelle (*Asia Research Institute* de Singapour).

Acteurs et modèles de la diaspora indienne sur la scène internationale

Responsables du programme : Eric LECLERC, Maître de conférences, chercheur CSH

(eric.leclerc@csh-delhi.com) et Swaran SINGH, Maître de conférences à l'Université Jawaharlal Nehru et chercheur contractuel au CSH (swaran@csh-delhi.com).

Autres participants: six chercheurs Indiens de différentes institutions à Delhi (Université Jawaharlal Nehru, Université de Delhi, Université Jamia Milia Islamia, *Nehru Memorial Trust and Museum* ; deux doctorante affiliées au CSH, Julie BAUJARD (Université de Provence, Aix-Marseille I) et Ingrid THERWATH (Institut d'Etudes Politiques de Paris).

Problématique, objectifs et méthodologie

Ces dernières années ont vu la diaspora indienne devenir une des premières priorités de la politique extérieure indienne. Ce fut le résultat (a) de la confiance grandissante de l'Inde en ses capacités suite à ses résultats en matière de réformes et de croissance économiques couplées à sa stabilité politique depuis 1990, et (b) de la prospérité et de l'influence croissante des indiens expatriés notamment dans le secteur des technologies de l'information et de la communication. Cette nouvelle approche de la Diaspora indienne a donné lieu à un débat intense sur ses différentes manifestations ainsi que sur les liens avec son pays d'origine et les pays hôtes. Dans ce contexte, ce projet se révèle particulièrement intéressant pour l'analyse de la politique étrangère de l'Inde dans les années à venir.

Le projet explore les différents modèles et acteurs de la Diaspora indienne en dépassant le seul champ des relations inter-étatiques et de l'influence de la diaspora dans les relations avec les états accueillant une population d'origine indienne. Le projet tente de dépasser l'approche conventionnelle des relations internationales et propose une approche pluri-disciplinaire en explorant aussi les liens culturels et économiques à travers les continents pour déterminer les contours de cette nouvelle entité. Une approche comparative avec les autres diasporas (chinoise, juive...) est poursuivie afin d'élaborer un cadre théorique sur ce sujet.

Activités réalisées en 2005

En 2005 l'équipe a poursuivi la série d'ateliers débutée en septembre 2004, et a ainsi préparé le séminaire international qui s'est déroulé à l'*India International Centre* de Delhi, les 26 et 27 septembre. 16 communications ont été présentées au cours de ces deux jours.

L'édition des actes de ce séminaire est en cours pour une publication prévue fin 2006.

L'Etat face à la diaspora : stratégies et trajectoires indiennes

Ingrid THERWATH, doctorante de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris/Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI), en accueil au CSH de janvier à mars 2005 (ingridtherwath@hotmail.com).

Collaboration institutionnelle : Institut d'Etudes Politiques de Paris et CERI.

Financement: bourse « Aires culturelles » du Ministère de la Recherche ; soutien financier du CSH pour les enquêtes.

Problématique, objectifs et méthodologie

L'objectif du programme de recherche au CSH était l'étude systématique de la troisième édition des Journées de la Diaspora indienne ou *Pravasi Bharatiya Divas* (PBD), conférence gouvernementale qui s'est tenue à Mumbai du 7 au 9 janvier 2005, et l'évaluation des politiques publiques indiennes s'adressant à la diaspora. Il s'agissait de poursuivre des recherches sur le lien Etat-Diaspora en Inde, de saisir les changements de politiques induits par le changement de gouvernement en mai 2004, et de mesurer l'influence des réseaux nationalistes de l'extrême droite hindoue.

L'observation et la collecte d'information se sont effectuées en participant à la PBD, puis en conduisant, à Mumbai comme à Delhi, des entretiens avec trois différents types d'acteurs de la relation Inde-diaspora : des associations indiennes de *Non Resident Indians*, des membres du Parlement indien et enfin des hauts fonctionnaires en poste ou à la retraite.

Par ailleurs, nous avons pu acquérir une connaissance approfondie du travail de la *Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry* (FICCI) et plus particulièrement de la section diaspora. Enfin, des recherches dans les fonds documentaires des archives indiennes nationales et de la bibliothèque Teen Murti ont complété le recueil d'informations.

Activités réalisées en 2005 et premiers résultats

Les études de terrain nous permettront de montrer la création d'une véritable diaspora d'élite fonctionnant en réseaux, l'existence de stratégies notabiliaires et la pénétration de l'extrême droite hindoue dans la diaspora. Les premiers résultats de cette recherche ont été

communiqués lors d'un colloque et de plusieurs séminaires, ils ont donné lieu également à la publication d'un chapitre d'ouvrage, et d'un article dans la revue *Questions Internationales*.

Identité « réfugié » ou la construction d'une citoyenneté mondialisée. Le cas des réfugiés à Delhi

Julie BAUJARD, doctorante en anthropologie, Université de Provence, Aix/Marseille I, Institut de Recherche sur le Sud-Est Asiatique (Marseille) ; affiliée au CSH d'octobre 2004 à décembre 2005 (julie.baujard@zazie.net).

Financement: Allocation de recherche du Ministère de la Recherche ; soutien financier du CSH pour les enquêtes de terrain.

Problématique, objectifs et méthodologie

Cette recherche sur les réfugiés à Delhi s'interroge sur les processus de construction identitaire en milieu réfugié et en particulier sur la place prise par le statut de réfugié dans la redéfinition de soi et de son groupe d'appartenance. Pour cela, l'étude se concentre sur des groupes ayant des statuts différents : les réfugiés des Nations Unies (Birmans et Afghans), ceux sous administration indienne (Tibétains) et ceux dépourvus de statut (à identifier).

La problématique générale de cette recherche est la suivante : au travers du cas des réfugiés à Delhi, il s'agit d'étudier une situation spécifique d'interaction sociale et culturelle multidimensionnelle, de mettre en évidence les logiques sociales suivies par ces réfugiés ainsi que les stratégies développées au sein des réseaux migratoires.

Les informations sont collectées grâce à une immersion dans les groupes réfugiés (rencontres à leur domicile, visites de leurs associations, présence lors des manifestations politiques, culturelles, etc.). La recherche porte, d'un côté, sur les réseaux dans lesquels circulent les réfugiés, ou qui se sont mis en place autour d'eux (réseaux locaux et internationaux). De l'autre, elle mobilise le recueil d'histoires de vie.

Activités réalisées en 2005

Le terrain de thèse débuté en janvier 2004 s'est poursuivi en 2005. L'enquête anthropologique consiste, d'une part, à mener auprès des trois groupes nationaux des entretiens pour

recueillir l' « histoire de vie » de ces réfugiés. D'autre part, elle consiste en une observation à long terme des réseaux économiques, sociaux et politiques dans lesquels les réfugiés circulent.

3.2. Dynamiques politiques, structures institutionnelles et transformations sociales

Coordination : Girish Kumar (jusqu'en septembre 2005) et **Stéphanie Tawa Lama-Rewal** (à partir de septembre).

L'année 2005 fut une année de transition pour le département, du fait du départ (fin décembre) de Girish Kumar, qui en était le coordinateur depuis trois ans, et de son remplacement par Stéphanie Tawa Lama-Rewal, arrivée en septembre dans le cadre d'une mise à disposition du CNRS. Le départ de Girish Kumar, désormais attaché à l'*Indian Institute of Public Administration* de Delhi, tout comme celui (en mars) de Saroj Giri, recruté comme maître de conférence à l'Université de Delhi, représente pour le CSH une opportunité de développer de nouvelles collaborations avec ces institutions, d'autant plus que Girish Kumar reste associé au projet « Acteurs, politiques et gouvernance urbaine », toujours en cours (voir le rapport du département « Dynamiques urbaines »).

L'équipe a accueilli au cours de l'année trois doctorants-stagiaires : Sylvie Guichard (de novembre 2004 à mars 2005), Lionel Baixas (arrivé en novembre 2005 dans le cadre de la convention de stage avec Sciences-Po) et Malte Pehl (de novembre 2005 à fin janvier 2006 dans le cadre d'une convention d'accueil avec le *South Asia Institute* de l'Université de Heidelberg). Gilles Verniers (doctorant, représentant de Sciences-Po en Inde) commença également à participer aux activités du département. Avec la présence de Cyril Robin (doctorant, boursier CSH), de Samuel Berthet (post-doctorant, affilié au CSH), et l'arrivée en janvier 2006 d'un chercheur indien, Sanjay Kumar Pandey, le département dispose maintenant d'une véritable équipe de deux chercheurs confirmés et de trois à cinq jeunes chercheurs.

La coordination du département peut, dans ces circonstances, prendre une dimension plus scientifique qu'administrative, à travers deux projets connexes d'animation scientifique. Premièrement, l'équipe a répondu en novembre

2005, à travers un projet collectif intitulé « le renouvellement de la démocratie indienne en question », à l'appel à projets lancé dans le cadre du programme transversal coordonné par l'Institut Français d'Afrique du Sud sur le thème « Mutations démocratiques dans les pays émergents : Comparaisons entre l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie – 1990-2005 ». Deuxièmement, la proposition de la coordinatrice d'animer un séminaire mensuel de recherche sur « Les formes et les enjeux contemporains de la mobilisation politique en Inde », destinés à confronter des travaux empiriques menés individuellement avec une réflexion théorique plus collective, a suscité une réponse très favorable de la part des jeunes chercheurs. Ce séminaire, qui débutera en 2006, sera l'un des sites de la réalisation du projet collectif mentionné ci-dessus, mais il sera ouvert à d'autres participants.

Les travaux menés par les membres du département en 2005 relèvent principalement de deux grandes thématiques : l'évolution du fédéralisme indien (impact de la décentralisation politico-administrative, enjeux de la création des nouveaux Etats, rôle croissant des partis politiques régionaux, notamment à travers les gouvernements de coalition) ; et l'évolution des pratiques démocratiques (renouvellement des élites politiques, formes émergentes de mobilisation, retour historique sur les trajectoires divergentes des régimes politiques indien et pakistanais, enjeux politiques des programmes scolaires).

3.2.1. L'évolution du fédéralisme indien

Réformes dans le secteur Santé : Une étude sur la portée et l'impact du partenariat public-privé et des initiatives des communautés

Girish KUMAR, allocataire de recherche senior au CSH (girish@csh-delhi.com).

Financement : CSH; l'*Indian Council for Social Sciences Research* (ICSSR) et la Maison des Sciences de l'Homme (Paris) pour l'organisation du séminaire.

Problématique, objectifs et méthodologie

L'objectif majeur de ce projet était d'examiner l'impact des réformes dans le secteur de la santé dans trois Etats, le Madhya Pradesh, le Rajasthan et le Gujarat, à partir des

expériences d'hôpitaux publics ainsi que d'ONG en milieu rural. Dans le prolongement du projet de recherche individuel, un séminaire national sur le même thème a été organisé en août 2004 à Delhi. Sur la base d'une douzaine de contributions examinant divers aspects des réformes dans neuf Etats différents, un ouvrage collectif a été planifié.

Les recherches s'appuient sur des données d'enquêtes et des données secondaires, y compris des études de cas, des interviews, des discussions de groupe, etc. Outre les Etats du Madhya Pradesh, du Gujarat et du Rajasthan, les autres Etats couverts sont l'Andhra Pradesh, le Karnataka, le Kerala, l'Orissa, le Tamil Nadu et le Bengale Occidental.

Activités réalisées en 2005 et résultats

Ce projet a débuté en 2003 avec une étude de cas au Madhya Pradesh, dont les résultats ont été publiés dans la revue *Economic and Political Weekly* (juillet 2003). L'étude a été complétée en 2003 et 2004 par des enquêtes sur un échantillon plus large. Les résultats de l'étude ont été présentés à la 18^{ème} Conférence européenne sur les « Études sud-asiatiques modernes » à l'Université de Lund (en juillet 2004) et au cours du séminaire national organisé à Delhi en août 2004 avec l'ICSSR.

Les résultats montrent que les usagers sont, en général, disposés à payer une participation aux frais puisque, dans le nouveau système, ils ont accès à de meilleurs services. De même, le fonctionnement des hôpitaux publics semble dans l'ensemble s'être amélioré, en termes de responsabilités et de transparence dans les prises de décision, plus particulièrement en ce qui concerne la sous-traitance de certains services élémentaires et le partage des responsabilités. Cependant, le nouveau système n'a pas, semble-t-il, réussi à réformer le système opaque de l'autorité hiérarchique dans la gouvernance des services de santé.

Le produit final de ce projet, un ouvrage collectif intitulé *Health Sector Reforms in India*, est en cours de préparation. Le manuscrit sera soumis pour publication à l'éditeur Manohar en mars 2006.

Perspectives franco-indiennes sur le gouvernement local et la démocratie

Coordinateurs du projet : Girish KUMAR, allocataire de recherche senior au CSH

(girish@csh-delhi.com) et Prof. Lucy BAUGNET, Université de Picardie, Jules Verne, Amiens (lucy.baugnet@wanadoo.fr).

Autres participants : une douzaine de contributeurs à un ouvrage collectif : six universitaires indiens de différentes institutions et six universitaires français de l'Université de Picardie.

Financement : CSH ; Maison des Sciences de l'Homme & *Indian Council of Social Sciences Research* (programme d'échanges franco-indien en sciences sociales) ; Université de Picardie.

Problématique, objectifs, méthodologie

L'objectif principal de ce projet franco-indien est de comparer et de contraster le développement de la décentralisation démocratique en Inde et en France. Le produit de ce projet sera un ouvrage publié en anglais et en français qui présentera les spécificités du fonctionnement des institutions gouvernementales locales dans les deux pays, et le processus de démocratisation au niveau local dans des contextes culturels très différents.

Les contributions à cet ouvrage seront basées sur des sources secondaires, ainsi que des travaux publiés et non publiés des collaborateurs indiens et français.

Activités réalisées en 2005

Ce projet commun a été lancé en novembre 2003 pendant un séjour de Girish Kumar comme professeur invité à l'Université de Picardie. Le contenu de l'ouvrage proposé a été finalisé en février 2005, pendant le séjour à Delhi de Lucy Baugnet en février 2005. Le manuscrit complet de l'ouvrage en anglais, après traduction des contributions des auteurs français, devrait être soumis en 2006 pour publication chez l'éditeur Manohar.

Représentation et intégration des populations tribales dans le Dandakaranya, région tribale de l'Inde centrale

Samuel BERTHET, chercheur affilié au CSH (samuel.berthet@csh-delhi.com).

Financement : Subvention du Ministère des Affaires Etrangères dans le cadre du Projet « Peuples premiers » ; CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Il s'agit d'étudier l'intégration politique d'une région, le Dandakaranya (dans le nouvel Etat des Chhattisgarh), maintenue en marge du

processus de démocratisation qui a accompagné le développement du mouvement nationaliste à partir de la fin du 19^{ème} siècle. Un déterminant géographique (des plateaux montagneux riches en ressources naturelles) et sociologique (une importante présence des « tribus répertoriées ») caractérise la région. La création en 2000 de nouveaux Etats souvent trop rapidement considérés comme tribaux, la montée du mouvement *naxalite* et sa répression consécutive, l'intérêt croissant des grandes compagnies minières et le développement simultané d'une politique de décentralisation et d'intégration aux institutions financières mondiales rendent nécessaire une reconsidération des dynamiques politiques et de redéfinition des identités dans ce nouveau contexte.

Activités réalisées en 2005

Ce projet s'inscrit dans la prolongation d'un séminaire organisé à Delhi en octobre 2004 sur la question du fédéralisme et de la décentralisation dans les nouveaux états de l'Inde, et qui intégrait une réflexion sur l'administration dans les régions tribales. Le séminaire a donné lieu à la préparation d'un ouvrage collectif incluant de nouvelles contributions : « *New states for a New India ? A critical appraisal of the creation of Chhattisgarh and Jharkhand* », coordonné en collaboration avec le Prof. Balveer Arora (de l'Université Jawaharlal Nehru).

Le nouveau projet a démarré en janvier 2005 et devrait se conclure fin 2006. En raison de la dégradation en termes de sécurité dans la région du Dandakaranya, le travail en 2005 s'est concentré principalement sur des recherches documentaires. Deux terrains ont toutefois été effectués en mars et en décembre 2005: le premier a permis une observation du travail des ONG impliquées dans les programmes de *self help groups* ; et le second l'étude de cas d'une coopérative de collecte et vente de produits forestiers. Des enquêtes plus approfondies se poursuivront en 2006, portant également sur les programmes de santé en milieu rural.

Premiers résultats

Le cas du Dandakaranya confirme la solidarité de certains représentants appartenant à la catégorie des populations tribales avec les groupes dirigeants. La mobilité sociale et culturelle d'une minorité à l'intérieur des communautés tribales ne peut cependant pas amener à ignorer la persistance de problèmes

socio-économiques et le maintien d'un régime politique dérogatoire. Des forces conflictuelles s'expriment à travers les différents niveaux de gouvernement (central, fédéral, local). Les organisations de finance internationales sont également devenues un acteur majeur.

Institutions, stratégie et politique dans la politique des coalitions : Les Etats de l'Union Indienne de 1990 à 2000

Malte PEHL, doctorant, enseignant à mi-temps à l'Université de Heidelberg en Allemagne ; affilié au CSH de novembre 2005 à janvier 2006 (mpehl@sai.uni-heidelberg.de).

Collaboration institutionnelle : South Asia Institute, Université de Heidelberg.

Financement: Université de Heidelberg (salaire et voyage); soutien logistique et financier additionnel du CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Ce projet explore les relations entre les stratégies de mobilisation politique des partis politiques dans les Etats de l'Union indienne et l'évolution des dépenses gouvernementales liées aux prestations sociales et aux investissements dans les biens publics.

Il s'agit d'une étude empirique fondée sur une analyse statistique des données de niveau macro sur les partis, les coalitions, les systèmes de parti et les dépenses publiques. Cette analyse est complétée par une enquête auprès d'experts de la vie politique locale de chacun des Etats étudiés.

Activités réalisées en 2005

Le projet a débuté en janvier 2004 à l'Université de Heidelberg, et la thèse doctorale devrait être achevée en juin 2007. En 2005, dont la période d'affiliation au CSH, les fondations théoriques de l'étude sur les Etats indiens ont été posées. Par ailleurs, une collecte partielle des données a été effectuée, ainsi que la conceptualisation d'une enquête auprès de 170 experts sur les tendances idéologiques des partis politiques. Les questionnaires destinés aux experts ont été envoyés pour certains des Etats étudiés.

Résultats

Les résultats de la recherche contribueront à la compréhension des rapports différentiels entre, d'une part, la mobilisation clientéliste par les partis politiques indiens et, de l'autre, la

prestation des biens publics et des programmes sociaux par les gouvernements dans les Etats de l'Union indienne. On cherchera à mettre en lumière les relations entre le processus politique et ses institutions, et la capacité des hommes politiques à réagir face aux besoins réels de la société.

3.2.2. L'évolution des pratiques démocratiques en Asie du sud

Formes et enjeux contemporains de la mobilisation politique et infra politique dans l'Inde urbaine

Stéphanie TAWA LAMA-REWAL, chargée de recherche CNRS au Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (UMR CNRS-EHESS), mise à disposition du CSH à partir de septembre 2005 (tawalama@ehess.fr).

Financement : CNRS (salaire et voyage international) ; CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Les métropoles indiennes sont aujourd'hui un site important d'innovation politique, du fait de la mise en œuvre de la politique de décentralisation, mais aussi parce qu'elles sont les vitrines d'Etats soucieux d'afficher leur pratique de la « bonne gouvernance » prescrite par la Banque mondiale. Les nouvelles formes de mobilisation locale, politique et infra politique, apparaissant dans plusieurs villes indiennes depuis une dizaine d'années, semblent ainsi répondre à l'impératif de participation.

Le projet comprendra une étude détaillée, d'abord à Delhi, puis à Mumbai, de ces mobilisations émergentes, afin d'une part de contribuer à la connaissance de ce qu'est la société civile en Inde, et à la compréhension des ressorts locaux de la démocratie, souvent qualifiée de procédurale dans ce pays ; et d'autre part afin de tester, à travers une étude empirique, la notion de démocratie participative.

L'observation reposera sur une enquête de terrain de type ethnographique, faisant une large part à l'observation directe d'auditions publiques, de réunions d'associations, de conseils municipaux etc. Cette enquête sera située dans un certain nombre de quartiers sélectionnés en fonction des variables considérées comme explicatives de l'intensité de la mobilisation. Le recours à des entretiens semi

directifs est également programmé, ainsi qu'une analyse de contenu des journaux de quartier.

Activités réalisées en 2005

Ce projet a débuté en novembre 2005 et devrait s'achever en octobre 2007. La recherche a consisté en 2005 en une collection de données secondaires sur les mobilisations émergentes à Delhi, et en quelques entretiens avec des hauts fonctionnaires associés à la mise en place du « *Bhagidari scheme* » (programme de partenariat entre le gouvernement de Delhi et les citoyens de la capitale).

La représentation des *Other Backward Classes* sur la scène politique du Bihar, 1952-2005

Cyril ROBIN, Doctorant à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris / Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, boursier du Ministère des Affaires Etrangères au CSH depuis octobre 2004 (cyril.robin@csh-delhi.com).

Financement : CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Si l'arrivée au pouvoir de basses castes constitue une étape décisive dans le processus de démocratisation de la politique au Bihar, comment devons-nous interpréter cette représentation croissante de citoyens qui, jusqu'à la fin des années 1980, n'avaient qu'un accès réduit au pouvoir politique ? Le premier objectif de cette recherche est d'identifier les principaux facteurs politiques qui ont permis aux *Other Backward Classes* (OBC – ou « autres classes défavorisées ») de dominer la scène politique du Bihar à partir de 1990. Le second objectif de l'étude est d'aller au-delà d'une simple description de l'évolution de la représentation des OBC à travers une analyse du sens de cette représentation pour les OBC et des limites de la démocratisation par la caste, en s'intéressant notamment au fonctionnement des partis de basses castes.

L'analyse de l'évolution du profil sociologique du personnel politique repose sur des données collectées lors d'enquêtes de terrain. Ces données portent sur l'identité de caste des membres de l'Assemblée législative du Bihar et des membres des comités exécutifs des partis politiques présents au Bihar. Ces enquêtes, qui visent à constituer une base de

données, sont complétées par des interviews de leaders politiques.

Activités réalisées en 2005

Ce projet de recherche doctorale devrait s'achever avec une remise de thèse prévue en 2007. L'année 2005 a été consacrée à plusieurs missions de terrain, en particulier au Bihar lors des élections législatives de février 2005, puis en novembre lors des secondes élections organisées suite à la dissolution de l'Assemblée d'Etat. En outre, des recherches documentaires ont été conduites dans la bibliothèque et les archives de l'Assemblée Nationale à Delhi.

Résultats

Les terrains effectués pendant l'année 2005 ont permis de mettre à jour les bases de données sur les castes des élus ainsi que quatre chapitres d'ouvrages collectifs dont la publication est prévue pour 2006. Les premiers résultats de cette recherche ont été présentés lors d'un atelier du CSH en juin 2005, avec un exposé intitulé « Les partis d'opposition au Congrès au Rajasthan et au Bihar ».

De la démocratie en Asie du Sud. Analyse historique et comparative des processus de transition démocratique en Inde et au Pakistan entre 1947 et 1958

Lionel BAIXAS, doctorant, Institut d'Etudes Politiques de Paris & Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI), affilié pour un an au CSH à partir de novembre 2005 (lionel.baixas@csh-delhi.com).

Collaboration institutionnelle : Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Financement : Bourse Jean-Walter Zellidja de l'Académie française ; soutien financier du CSH pour le terrain.

Problématique, objectifs et méthodologie

Il s'agit d'abord de déterminer les facteurs permettant d'expliquer les divergences de trajectoire politique entre l'Inde et le Pakistan au regard du processus de transition démocratique, afin de comprendre pourquoi et comment l'Inde est parvenue à développer un régime démocratique alors que le Pakistan, pourtant très proche historiquement et culturellement, et surtout partageant la même base constitutionnelle à l'indépendance, en a été incapable. Il s'agira ensuite d'envisager dans quelle mesure une convergence démocratique entre ces deux pays est plausible.

L'objectif de cette recherche est de tester de manière systématique un faisceau d'hypothèses (l'héritage colonial britannique, la situation institutionnelle à l'indépendance, le système de partis et le pluralisme ethnique) sur les terrains indiens et pakistanais afin de souligner la nature divergente de leur impact dans les deux cas et d'expliquer cette divergence.

Les principaux matériaux mobilisés sont les débats de l'Assemblée Constituante, les débats parlementaires, les rapports du *All-India Congress Working Committee*, la presse de l'époque, etc. Ces sources d'information seront complétées par des entretiens semi-directifs avec des cadres de l'armée, de la bureaucratie, des politiciens et des journalistes, ayant officié à l'époque couverte par l'étude ou ultérieurement, ainsi qu'avec des chercheurs et des universitaires travaillant sur des problématiques liées à celle de cette recherche.

Activités réalisées en 2005

Cette thèse de doctorat a débuté en novembre 2004 et devrait s'achever en novembre 2008. Un premier terrain au Pakistan a été conduit en juillet-août 2005 dans le cadre du programme d'échange en sciences sociales entre la Maison des Sciences de l'Homme de Paris et la *Higher Education Commission* d'Islamabad. Depuis le 1^{er} novembre 2005, les recherches de terrain se poursuivent en Inde dans le cadre de l'accueil au CSH.

Le nationalisme hindou et l'éducation: la construction nationale à travers l'école

Sylvie GUICHARD FRIESENDORF, doctorante de l'Université de Genève, co-tutelle avec l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, affiliée au CSH de novembre 2004 à mars 2005 (sylvie.guichard@droit.unige.ch).

Financement : Bourse de la Fondation Ernest Boninchi ; soutien financier du CSH pour le terrain.

Problématique, objectifs et méthodologie

Les chercheurs étudiant le nationalisme reconnaissent le rôle central de l'école pour la construction nationale. Cependant peu d'études vont au-delà de cette constatation et précisent comment s'opère cette nationalisation. Cette recherche prend ce thème pour objet et analyse le cas de l'Inde où les nationalistes hindous sont très actifs dans le domaine de l'éducation. L'objectif est de répondre à la question suivante : comment les mouvements nationa-

listes hindous transmettent-ils leur représentation de la nation à travers l'éducation scolaire?

Afin de répondre à cette question, trois domaines sont pris en compte : la préparation et l'organisation du curriculum, l'enseignement de l'histoire et la représentation du territoire. Ces trois sujets sont étudiés au niveau fédéral en considérant les réformes proposées par le *New Curriculum Framework for School Education 2000* (NCFSE 2000), au niveau des Etats en analysant la situation au Gujarat, et dans le système scolaire privé à travers les *Saraswati Shishu Mandirs*.

Cette étude se réfère à la littérature sur le nationalisme et plus particulièrement à la littérature portant sur la construction discursive de la nation. Les données proviennent d'observations directes dans des écoles gouvernementales et privées, d'entretiens semi-directifs et de documents tels que les manuels scolaires, les documents officiels produits par les institutions et organismes en lien avec l'éducation et des pamphlets politiques du *Bharatiya Janata Party* et du *Rashtriya Swayamsevak Sangh* (RSS).

Activités réalisées en 2004-05

Cette thèse de doctorat a débuté en 2002 et la soutenance est prévue pour octobre 2006. La plupart des 5 mois d'affiliation au CSH fut passée à New Delhi, avec une courte phase de terrain préliminaire à Ahmedabad, au Gujarat. Cette période de travail a permis : de collecter des données secondaires, de conduire des entretiens avec des historiens, des personnes travaillant pour les institutions en charge de l'éducation scolaire et des cadres du RSS, et de réaliser des observations directes dans des écoles gouvernementales et municipales ainsi que dans des écoles privées.

Ce travail a donné lieu à une présentation dans le cadre des ateliers de recherche du CSH, et à une communication dans un colloque international à l'Université de Princeton.

3.3. Transition économique et développement durable

Coordinateur : Nicolas GRAVEL

La caractéristique la plus remarquable des recherches effectuées dans le département d'économie en 2005 est leur *diversité*. Cette

diversité se retrouve dans les thèmes abordés (réglementation environnementale, stratégies de marchandage dans les négociations à l'OMC, impact de la globalisation sur les firmes indiennes et chinoises, approvisionnement en eau dans les zones péri-urbaines, mesure des inégalités et de la pauvreté, et fédéralisme fiscal, pour n'en citer que quelques uns). Mais elle est s'exprime également dans la méthodologie utilisée (qui va de l'analyse institutionnelle descriptive à la modélisation mathématique) et dans les publications visées par la recherche (qui vont des revues académiques de premier plan aux volumes collectifs auto-coordonnés et à des rapports pour le compte d'organismes publics). Cette diversité est d'autant plus impressionnante qu'elle est le résultat d'un groupe plutôt restreint de cinq chercheurs : un étudiant doctorant, trois « jeunes » chercheurs post-doctorants (dont l'un n'est qu'associé au CSH) et un chercheur « confirmé ».

Cette diversité a des avantages et des inconvénients. Côté avantages, elle permet au CSH d'être présent sur les nombreux fronts de la recherche en économie (des études appliquées et analyses de politiques aux recherches académiques de haut niveau). Cette situation a sans aucun doute contribué à la grande visibilité du CSH dans les sphères de la recherche économique à Delhi et en Inde. Côté inconvénients, cette diversité pourrait déboucher sur l'éclatement, et freiner ainsi le développement bénéfique de synergies entre les chercheurs du département.

C'est dans le but de favoriser davantage ces synergies que le renouvellement de certains des chercheurs du département pour l'année 2006 a été décidé. La nouvelle doctorante Géraldine Niquin (dont l'arrivée a été retardée pour des raisons administratives) et le successeur de Dipankar Sengupta, Himanshu, travailleront, avec le coordinateur, sur la mesure de la pauvreté et des inégalités en Inde. Tout en s'employant à conserver la diversité dans la finalité des recherches conduites (des études appliquées et analyses de politiques aux recherches académiques), nous espérons vivement que la réduction de la diversité des thèmes et des méthodes qui résultera de ce renouvellement favorisera les synergies et les collaborations et améliorera la tendance positive, en termes d'output de recherche, qui a été observée dans le département lors de ces dernières années.

3.3.1. L'Organisation Mondiale du Commerce et l'économie mondialisée

Au-delà de la phase transitoire de l'OMC : Une perspective indienne

Responsable du projet : Dipankar SENGUPTA, allocataire de recherche post-doctorant au CSH (dsg68@csh-delhi.com).

Autres participants : Debashis CHAKRABORTY, chercheur, *Rajiv Gandhi Foundation* ; Pritam BANERJEE, chercheur, *George Mason University*.

Financement : CSH.

Problématique, objectif et méthodologie

Le dilemme de l'Inde est d'arriver à poursuivre l'intégration économique (nécessaire à l'efficacité économique) sans bouleversement structurel excessif étant donné le risque de protectionnisme que le monde développé peut imposer à ses producteurs. Dans ce contexte, l'objectif du projet est de faire le point sur :

- les développements dans divers secteurs de l'économie indienne pendant les dix dernières années ;
- la compatibilité entre les lois indiennes et le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce ;
- les implications des lois sur l'environnement et des lois du travail ;
- les implications des accords régionaux de commerce ;
- les implications du commerce en ligne.

La recherche consiste à faire une synthèse de la littérature existante sur le sujet. Elle utilise également des documents et des données disponibles dans le domaine public.

Activités réalisées en 2005 et résultats

Le projet a démarré en janvier 2004. Il a donné lieu à la préparation d'un volume collectif, incluant les contributions de quelque 15 auteurs, en plus de celles des trois éditeurs. Cet ouvrage, intitulé *Beyond the Transition Phase of the WTO: An Indian Perspective on Emerging Issues*, a été publié par *Academic Foundation* en novembre 2005.

IBASC (Inde-Brésil-Afrique du Sud-Chine) : Une coalition possible au sein des négociations de l'OMC

Responsable du projet : Dipankar SENGUPTA, allocataire de recherche post-doctorant au CSH (dsg68@csh-delhi.com).

Autres participants : Manmohan AGARWAL, professeur au *Center for Study on Diplomacy, International Law and Economics*, Université Jawaharlal Nehru (New Delhi) et Jean-François HUCHET, Maître de conférences à l'Université de Rennes II.

Problématique, objectifs et méthodologie

La création en 2003 du groupe IBASC (regroupant l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, et, ultérieurement, la Chine), en vue de former une coalition des grandes économies émergentes pour faire front commun dans les négociations au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce, soulève plusieurs questions que ce projet vise à examiner :

- Quelles sont les chances que la coalition IBASC devienne aussi efficace que le G-8 (le Groupe des sept pays les plus industrialisés plus la Russie) ?
- Est-ce que l'IBASC peut être économiquement renforcé par la promotion du commerce entre ses membres ?
- Quels sont les sujets sur lesquels les membres de l'IBASC peuvent s'entendre et quelle est l'importance potentielle de ces sujets pour la préservation de l'unité de l'IBASC ?
- Alors que les membres de l'IBASC sont en passe de devenir des pôles régionaux de développement, peuvent-ils également compter sur le soutien des économies qui font partie de ces pôles ?

L'étude nécessitera un examen des positions adoptées par les membres de l'IBASC sur un certain nombre de dossiers précis abordés dans les négociations de l'OMC. Ces positions sont officiellement recensées dans les rapports publiés de l'OMC et l'importance de ces positions devra être appréciée à partir des données sur le commerce et des statistiques industrielles nationales qui relèvent également du domaine public. Dans la mesure où il s'agit d'une étude prospective, on aura recours à des

techniques économétriques de prévision et à des simulations. Par ailleurs, la compréhension théorique du comportement de la coalition exigera l'adaptation d'outils issus des théories du marchandage et de la formation endogène de coalitions.

Activités réalisées en 2005 et résultats

Ce projet a démarré en 2004 et le travail accompli a contribué au rapport *Analysing the Potential Impact of India-Brazil-South Africa Economic Cooperation* préparé par le *Rajiv Gandhi Institute of Contemporary Studies* et rédigé pour le compte du Ministère du Commerce et de l'Industrie indien.

Les données nécessaires à la réalisation d'un *Occasional Paper* du CSH ont été rassemblées. La rédaction collective de cette publication sera finalisée au cours du premier trimestre 2006.

3.3.2. Gestion des infrastructures publiques et réformes économiques

Impact de la globalisation et de l'ouverture des marchés sur les firmes nationales et la gouvernance publique dans les pays en développement: le cas de l'Inde

Coordinateurs : Joël RUET, allocataire Marie Curie au Centre DESTIN, *London School of Economics* et chercheur associé au CSH (j.ruet@lse.ac.uk); Jean-François Huchet, Maître de conférences à l'Université de Rennes II (jfhuchet@wanadoo.fr).

Autres participants : Deepa MENON-CHOUDHARY, allocataire de recherche post-doctorante (CSH) ; Dipankar SENGUPTA, allocataire de recherche post-doctorant (CSH) ; Manmohan AGARWAL, Professeur, *Center for International Trade and Development*, Université Jawaharlal Nehru, New Delhi ; P.R. SHUKLA, Professeur, *Indian Institute of Management*, Ahmedabad ; Basanta K. PRADHAN, chercheur, *National Council for Applied Economic Research* (NCAER), Delhi ; Debashis CHAKRABORTY, *Rajiv Gandhi Institute of Contemporary Studies*, New Delhi.

Collaboration institutionnelle : NCAER, Delhi ; *Observer Research Foundation* (ORF), Delhi ; CERNA (École des Mines de Paris).

Financement : L'Union Européenne dans le cadre du programme « Small Projects Facility » (75 %) ; CSH ; ORF ; NCAER.

Problématique, objectifs et méthodologie

L'*objectif* de ce projet est d'évaluer l'impact de l'ouverture du marché domestique et du processus de globalisation sur les entreprises indiennes, en ce concentrant sur les domaines suivants :

- Impact sur la politique industrielle et sur les relations entre l'administration et les firmes indiennes ;
- Impact sur la gouvernance d'entreprise au sein des grands groupes industriels indiens ;
- Impact sur la stratégie technologique des groupes industriels indiens et sur leurs relations (conflit – coopération) avec les multinationales étrangères opérant en Inde.

Les questions relatives aux firmes indiennes ont été étudiées dans les secteurs industriels ayant fait l'objet de dérégulation et de modification de politiques tarifaires. Ces secteurs concernent l'électronique (logiciels et appareils électroniques grand public), l'automobile, le textile et l'électricité.

La *méthodologie* comprenait des études de cas spécifiques à Delhi, Mumbai et Bangalore, où ont été effectuées des séries d'interviews. D'autres séries d'interviews avec des firmes en Chine ont été ultérieurement conduites, afin de placer la situation indienne dans une perspective comparative.

Activités réalisées en 2005

Le projet a démarré en décembre 2004. Les études de terrain ont été conduites à Delhi, Mumbai et Bangalore en avril 2005. Un atelier a été ensuite organisé à Delhi avec la *Observer Research Foundation*, où l'équipe a présenté les résultats des interviews réalisées. Une deuxième série d'études de terrain a été réalisée en Chine en novembre 2005, suivie au mois de décembre par un séminaire de deux jours sur l'*Impact de la globalisation sur les firmes nationales : le cas de l'Inde et de la Chine dans une perspective comparative*, organisé à Delhi avec le *National Council of Applied Economic Research*.

Des rapports d'activité trimestriels ont été soumis à la Délégation de l'Union Européenne. Le rapport final doit être publié durant le premier trimestre 2006. L'équipe prévoit également de publier un livre basé sur quelques

études comparatives avec d'autres pays émergents, plus particulièrement la Chine et la Russie.

Evaluation des choix de politiques pour la régulation des émissions de SO₂ des centrales électriques indiennes

Coordinateur : Deepa MENON-CHOUDHARY, allocataire de recherche post-doctorante CSH-ICSSR (deepa@csh-delhi.com).

Autres participants : P.R. SHUKLA, Professeur, *Indian Institute of Management*, Ahmedabad ; Amit GARG, économiste en chef, Programme des Nations Unies pour l'Environnement, *Risoe Centre*.

Collaborations institutionnelles : *Indian Council of Social Science Research* (ICSSR, Delhi) et *Indian Institute of Management*, Ahmedabad.

Financement : CSH et ICSSR.

Problématique, objectifs et méthodologie

La recherche est axée sur les implications environnementales des réformes actuellement conduites en Inde dans le secteur de l'énergie. Dans la configuration actuelle, 82 grandes centrales électriques contribuent pour presque la moitié du total des émissions de SO₂ de l'Inde. La régulation de ces centrales offre donc des possibilités ciblées de réduction du SO₂. La recherche compare les implications des politiques actuelles qui imposent aux entreprises l'emploi de technologies particulières d'émission de SO₂ avec celles qui résulteraient de la mise en place d'un marché d'échange de droits d'émissions.

La première étape de la recherche a consisté à identifier les centrales électriques, ainsi que leur régime de propriété, qui seraient susceptibles de participer à la mise en place d'un système d'échange de droits d'émission. Des discussions ont eu lieu avec les gestionnaires de ces centrales et des experts des ministères. Ces discussions, couplées à des données du domaine public, ont permis une meilleure compréhension des politiques de réduction d'émission que pouvaient mettre en œuvre chacune des centrales.

Les prévisions futures d'émissions de SO₂ (jusqu'en 2030) des centrales ont été formulées, sur la base d'un modèle de long terme, inspiré en partie du *Asia-Pacific Integrated Model*, à partir de différents scénarios.

Activités réalisées en 2005

La recherche a commencé en mars 2004, avec des réunions et des discussions avec les responsables du *Central Electricity Authority*, au Ministère de l'Énergie et au Ministère de l'Environnement et des Forêts, ainsi qu'avec des décideurs et des experts. Le modèle de long terme a également été utilisé pour analyser des scénarios alternatifs.

En continuation de ce travail, Deepa Menon a analysé les technologies de réduction des émissions de SO₂ dans les centrales électriques du Bengale Occidental. Cette étude fait partie d'un projet en cours initié par l'*Environmental Protection Agency* des États-Unis et le *West Bengal Pollution Control Board*, en association avec l'*International Resource Group* (IRG), Asie du Sud. L'objectif est d'évaluer la faisabilité de la mise en place d'un marché d'échange de droits d'émissions de SO₂ au Bengale Occidental.

Résultats principaux

Ce projet a donné lieu à la publication d'un *Occasional Paper* du CSH, paru en juillet 2005.

Les résultats mettent en évidence que les politiques actuelles de régulation des émissions par l'imposition de choix technologiques ne fournissent pas une solution optimale au problème de régulation. Cette conclusion est corroborée par notre modèle d'évaluation selon lequel une réduction des émissions équivalente pourrait être obtenue par la mise en place d'un marché d'échange de droits d'émissions à un coût de moitié inférieure à un système de régulations par choix technologiques. Cependant, avant de mettre en place le marché d'échanges des droits d'émissions, il importe d'affiner l'analyse risque-bénéfices de ce mécanisme.

Les résultats du travail en cours sur l'Etat du Bengale Occidental contribueront à un rapport plus large qui devrait être terminé en février 2006.

Combiner développement, qualité de l'air et politique climatique pour l'obtention de dividendes multiples

Coordinateur de projet : Deepa MENON-CHOUDHARY, allocataire de recherche post-doctorante, CSH-ICSSR (deepa@csh-delhi.com).

Autres participants : P.R. SHUKLA, Professeur, *Indian Institute of Management*, Ahmedabad ; Jean-Charles HOURCADE, directeur du Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CIRED, Paris) ; Sandrine MATHY, chercheure post-doctoral CIRED.

Financement : CSH ; ICSSR.

Problématique, objectifs et méthodologie

Les objectifs de ce projet sont les suivants :

- Évaluer l'interconnexion entre la croissance économique, le changement climatique et la qualité de l'air ;
- Évaluer les politiques existantes pour aborder cette interconnexion dans les pays développés et en développement ;
- Analyser les possibilités de combiner les politiques de développement et de régulation du changement climatique et de la qualité de l'air pour atteindre des dividendes multiples dans le contexte d'un pays en développement.

Ce projet de recherche explore les approches adoptées par les pays développés et en développement pour aborder les problèmes liés au développement, à la gestion de la qualité de l'air et au changement climatique. En outre, il s'agit d'étudier les besoins et les possibilités existants, dans les pays en développement, pour coordonner les politiques traitant ces sujets puis d'examiner dans quelle mesure cette intégration des politiques est effectivement prise en considération. Le projet a également pour but de fournir une compréhension théorique des coûts marginaux et des bénéfices de différentes politiques sectorielles en termes d'impacts environnementaux. La recherche examinera finalement le rôle que peuvent jouer les pays développés pour faciliter l'adoption de cette approche dans les pays en développement. L'étude sera illustrée par des exemples en Inde, en Chine et dans d'autres pays en développement.

Activités réalisées en 2005

La recherche a commencé en septembre 2005, par des réunions et des discussions entre les co-auteurs. Le résultat de la recherche sera un *Occasional Paper* du CSH dont la première version est prévue pour mars 2006.

3.3.3. L'économie informelle

L'économie informelle de l'eau et le développement durable, étude des territoires péri-urbains de la ville de Mumbai

Anastasia ANGUELETOU, Doctorante en sciences économiques à l'Université Pierre Mendès France de Grenoble, boursière du MAE en accueil au CSH de novembre 2004 à octobre 2005. (anastasia.angueletou@csh-delhi.com).

Collaboration institutionnelle : Laboratoire d'Économie de la Production et de l'Intégration Internationale (LEPII), Université de Grenoble; *Indira Gandhi Institute of Development Research*, Mumbai (pour les phases de terrain).

Financement : CSH et LEPII.

Problématique, objectifs et méthodologie

Ce projet de recherche porte sur l'économie informelle de l'eau et le développement durable. Il s'agit d'examiner le fonctionnement du marché informel de l'eau pour la satisfaction de la demande domestique des ménages péri-urbains et de vérifier comment ce système peut s'inscrire dans le cadre du développement durable. L'analyse est focalisée sur certaines zones péri-urbaines de la métropole de Mumbai. Les zones sélectionnées ont connu des changements majeurs dans les années récentes. Elles restent toutefois caractérisées par un accès à l'eau potable plutôt faible, qu'il s'agisse d'approvisionnement par le secteur public ou privé.

Cette recherche s'inscrit dans une approche micro-économique des acteurs (formels et informels) en charge de l'approvisionnement en eau potable. Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants :

- identifier le rôle des opérateurs informels dans la satisfaction de la demande des ménages péri-urbains de Mumbai, examiner comment ils fonctionnent et évoluent, et en quoi ils constituent une solution alternative au réseau municipal ;
- identifier la structure organisationnelle et les systèmes de régulation à mettre en place entre les différents opérateurs, afin de parvenir à un approvisionnement durable en eau potable dans les territoires péri-urbains ;

- évaluer les différents types de satisfaction et insatisfaction des ménages, afin de comprendre les stratégies des ménages dans le choix des opérateurs d'approvisionnement.

Activités réalisées en 2005

L'année a été consacrée à l'élaboration d'un questionnaire et à une enquête dans les foyers. Environ 600 questionnaires ont été remplis de façon à pouvoir mesurer la satisfaction des ménages en ce qui concerne les systèmes de distribution privés et publics de l'eau. Des interviews avec des fonctionnaires et des élus des zones péri-urbaines étudiées, des employés d'agences d'approvisionnement en eau et d'ONG locales ainsi qu'avec des chercheurs ont également été réalisées. La collecte de ces données primaires a été complétée par celle de données secondaires (auprès du bureau du Recensement de l'Inde ainsi que diverses administrations et organisations à Mumbai).

Premiers résultats

Les résultats préliminaires ont été présentés à un séminaire international sur « La pauvreté hydraulique et les crises sociales », qui s'est tenu en décembre 2005 à Agadir. La recherche montre que les ménages habitant en zone péri-urbaine de Mumbai combinent différentes sources d'approvisionnement. Elle montre également que la satisfaction de leurs besoins en eau résulte d'un calcul complexe reposant à la fois sur des considérations pécuniaires et non-pécuniaires. Il faudra cependant effectuer une analyse approfondie des données recueillies avant de déboucher sur des résultats solides (ce qui constituera le programme de travail en 2006).

3.3.4. Nouvelles perspectives en économie théorique et appliquée

Évaluation normative multidimensionnelle

Responsable du projet : Nicolas GRAVEL, Professeur de sciences économiques, CSH & Institut d'Economie Publique (IDEP) – Groupe de Recherche en Economie Quantitative d'Aix-Marseille (GREQAM) (nicolas.gravel@csh-delhi.com).

Autres participants : Patrick MOYES, Directeur de recherche, CNRS (Groupe de Recherche en Analyse et Politiques Economiques, Bordeaux) ; Benoît TARROUX, doctorant, GREQAM

(Marseille) ; Abhiroop MUKHOPADHYAY, professeur adjoint, *Indian Statistical Institute* (Delhi).

Collaboration institutionnelle: *Indian Statistical Institute* de Delhi (où Nicolas Gravel bénéficie d'une affiliation comme membre associé).

Problématique, objectifs et méthodologie

L'objectif général de ce projet est de contribuer au développement et à la mise en oeuvre empirique de nouveaux outils pour comparer la distribution de plusieurs attributs entre les individus d'un point de vue normatif. Un autre objectif plus immédiat du projet est d'appliquer ces outils à **une évaluation complète de l'impact de la libéralisation de l'économie indienne sur les inégalités multidimensionnelles et la pauvreté** au moyen de critères robustes de dominance. La recherche compare l'évolution temporelle de la distribution des dépenses de consommation (mesurées au niveau individuel) et du niveau de certains biens publics (mortalité infantile et alphabétisation) mesurés au niveau du district.

Le développement de critères de dominance multidimensionnelle pour comparer les situations alternatives exige une analyse théorique soignée visant à établir une équivalence mathématique entre différents critères opérationnels et un ensemble de principes d'éthique explicites. Par ailleurs, l'utilisation des critères pour évaluer les changements en Inde ou pour comparer les distributions d'attributs entre les pays demande des manipulations de données et une programmation informatique significative ainsi que l'usage de méthodes d'inférences statistiques.

Activités réalisées en 2005 et résultats

La partie théorique de ce projet a débuté en septembre 2004. L'objectif est d'écrire une monographie complète sur l'approche en termes de dominance pour l'évaluation normative. La monographie sera écrite conjointement par Nicolas Gravel et Patrick Moyes qui, en mars 2005, est venu pour cinq semaines à Delhi pour travailler au CSH. Certaines sections de la monographie ont été rédigées à cette occasion. En outre, un article a été écrit pour présenter un nouveau critère de dominance. La partie appliquée du projet concerne la comparaison de divers pays de l'OCDE ainsi que l'évaluation de l'expérience de la libéralisation en Inde. La

recherche sur les pays de l'OCDE a été conduite en collaboration par N. Gravel, P. Moyes et B. Tarroux. Elle a donné lieu à la publication d'un document de travail de l'IDEP. La recherche sur l'Inde a été conduite en collaboration par N. Gravel et A. Mukhopadhyay.

Résultats

Le travail théorique mené par N. Gravel et P. Moyes a donné naissance au développement d'un nouveau critère de dominance pour comparer les distributions de deux attributs. Les détails de ce critère et sa justification sont présentés dans un document de travail *Ethically robust comparisons of distributions of two individual attributes*. Les résultats des comparaisons entre les pays de l'OCDE en termes de leurs performances dans la distribution des biens collectifs et du revenu disponible ont été réunis dans le document de travail IDEP *International multidimensional comparisons of inequality in disposable income and access to public goods*. Finalement, la recherche sur l'Inde a commencé à produire ses premiers résultats, qui ont été présentés à la conférence internationale *Liberalisation experiences in Asia: A normative appraisal*, organisée à New Delhi les 12 et 13 janvier 2006.

Mesure de la diversité

Responsables du projet : Nicolas GRAVEL, Professeur de sciences économiques, CSH & IDEP-GREQAM (nicolas.gravel@csh-delhi.com) et Pierre COUTERON, responsable du département d'Ecologie, Institut Français de Pondichéry (pierre.couteron@ifpindia.org).

Autre participant: Sébastien BERVOETS, doctorant, EHESS-Université d'Aix-Marseille II, Marseille.

Collaboration institutionnelle : Institut Français de Pondichéry (IFP).

Problématique, objectifs et méthodologie

L'*objectif* du projet est d'appliquer les indicateurs de diversité développés par les économistes à la mesure de la diversité biologique en Inde. Les biologistes et les écologues ont une expérience de terrain de longue date en matière de mesure de la diversité biologique que présentent différents écosystèmes. Pourtant les indices numériques qu'ils utilisent pour effectuer les mesures souffrent du défaut de ne pas attacher d'importance aux dissimilarités qui distinguent

les individus vivants. Dans les dix dernières années, des économistes ont proposé différents critères de mesure de la diversité basés sur une notion explicite de dissimilarité entre les éléments des ensembles classés. Dans cette recherche, il est prévu d'appliquer ces indicateurs à l'évaluation de l'évolution intertemporelle de la diversité des arbres dans les forêts des Ghâts occidentaux, un écosystème qui a été défini comme un « point chaud » par la convention internationale sur la diversité biologique signée au sommet de Rio au milieu des années 1990.

La première étape du projet est de construire une matrice de dissimilarité des arbres présents dans les forêts des Ghâts occidentaux. Ce travail sera effectué par les écologues à l'IFP, sous la supervision de Pierre Couteron. Une fois cette matrice de dissimilarité complétée, le travail consistera à comparer des échantillons d'arbres recueillis à différents moments dans les Ghâts occidentaux sur la base de leur diversité.

Activités réalisées en 2005 et résultats

Un séminaire a eu lieu le 15 février 2005 à l'Institut Français de Pondichéry pour explorer les possibilités de collaboration entre les écologues à Pondichéry et N. Gravel.

En outre, un article théorique rédigé avec S. Bervoets (qui a soutenu sa thèse de doctorat, partiellement consacrée à la mesure de la diversité, en décembre 2005) a été soumis pour être publié dans la revue *Mathematical Social Sciences*. Un article de synthèse de N. Gravel sur la mesure de la liberté de choix et la diversité a également été publié dans l'ouvrage collectif « *Leçons de philosophie économique* » sous la direction d'Alain Leroux, publié à Paris chez Economica. N. Gravel s'est également engagé à écrire un article sur la mesure de la diversité pour un ouvrage collectif qui sera publié par Routledge sous la direction de G. Gekker (*Ireland National University, Galways*) et Martin Van Hees (*University of Groningen*).

Aucun résultat clair n'a encore été obtenu pour l'aspect appliqué du projet.

Analyse positive et normative des structures de juridiction

Responsable du projet : Nicolas GRAVEL, Professeur de sciences économiques, CSH & IDEP-GREQAM (nicolas.gravel@csh-delhi.com).

Autres participants : Michel POITEVIN, Professeur de sciences économiques, Université de Montréal ; Benoît TARROUX, doctorant, Université d'Aix-Marseille II ; Sylvie THORON, Maître de conférences, Université de Toulon, chercheure invitée, *Princeton University*.

Problématique, objectifs et méthodologie

L'objectif d'ensemble de ce programme de recherche est de contribuer à la compréhension des processus par lesquels les groupes humains se forment et évoluent sur la base de la participation volontaire de leurs membres. Les questions de ségrégation et de la stratification qui sont communément associées à ces processus revêtent, dans ce contexte, une importance particulière. La question soulevée est celle d'identifier les conditions dans lesquelles des modélisations plausibles de processus endogènes de formation de groupe donneront lieu à de la stratification. De nombreux modèles existants de processus de formation de groupe sont inspirés de la contribution séminale de Charles Tiebout, selon laquelle les ménages décident de leur lieu de résidence sur la base de l'arbitrage qu'ils font entre la quantité ou la qualité des services publics et des aménités qui leur sont offerts et des impôts dont ils doivent s'acquitter pour en bénéficier.

Un objectif de la recherche est d'identifier les conditions sous lesquelles un processus stylisé de formation endogène de juridiction basé sur un arbitrage à la Tiebout donne lieu à une ségrégation ou une stratification. Un autre objectif est concerné par l'évaluation normative de la séparation des individus en plusieurs groupes distincts plutôt que leur fusion en une seule communauté nationale (ou supranationale). Dans beaucoup de pays, il y a en effet une grande hétérogénéité dans les combinaisons de biens collectifs et d'impôts locaux offertes aux citoyens.

Activités réalisées en 2005 et résultats

Un article (co-écrit par N. Gravel et S. Thoron) a été révisé pendant l'année. Cet article identifie les conditions que doivent satisfaire les préférences des ménages pour les différentes combinaisons d'impôts et de biens collectifs pour qu'un processus endogène de formation de juridictions donne lieu à une stratification. Cet article, sous-pressé, est à paraître dans le *Journal of Economic Theory*.

Un autre article (co-écrit par N. Gravel et M. Poitevin) a été également rédigé durant l'année. Il identifie les conditions que les préférences des citoyens d'un pays fédéral doivent satisfaire pour qu'un planificateur social bienveillant choisisse systématiquement d'élaborer une structure de péréquation progressive. Cet article vient d'être accepté pour publication dans le *Journal of Public Economics*.

Finalement, B. Tarroux, qui rédige sa thèse sous la direction de N. Gravel, a écrit un article qui mesure la progressivité effective du programme de péréquation interprovinciale du Canada.

Comment comparer des décisions aux conséquences radicalement incertaines ?

Responsable du projet : Nicolas GRAVEL, Professeur de sciences économiques, CSH & IDEP-GREQAM, (nicolas.gravel@csh-delhi.com).

Autres participants : Arunava SEN, Professeur, *Indian Statistical Institute* (Delhi) ; Sébastien BERVOETS, chercheur post-doctorant, *Universitat Autònoma de Barcelona*, Espagne.

Collaboration institutionnelle : *Indian Statistical Institute* de Delhi (où Nicolas Gravel bénéficie d'une affiliation comme membre associé).

Problématique, objectifs et méthodologie

La théorie de la décision est la branche des sciences sociales qui étudie les différents critères utilisés par des agents individuels pour prendre des décisions dans différents environnements. La quasi-totalité des décisions que les agents prennent impliquent de l'*incertitude*. Lorsqu'il choisit un plan d'action particulier, le décideur ne connaît pas exactement la conséquence qui en résultera. Dans la théorie conventionnelle de la décision, telle qu'elle s'est développée dans la lignée de la contribution séminale de John L. Savage, cette incertitude est représentée en postulant l'existence d'un ensemble « d'états de la nature » mutuellement exclusifs et en décrivant chaque décision comme une règle qui associe une conséquence unique à chaque état de la nature. Une théorie plus exigeante, mais cependant largement utilisée par les chercheurs, va même plus loin en présupant que l'incertitude face à laquelle se trouve le décideur est décrite par une liste complète de probabilités assignée à chaque état de la nature.

Pourtant, dans de nombreuses décisions complexes (réglementation de l'environnement, choix d'un partenaire conjugal, investissement dans un pays étranger), ces hypothèses sont indûment restrictives.

Cette recherche tente de caractériser axiomatiquement un critère de décision applicable précisément à ces situations dites d'incertitude radicale, ou l'approche conventionnelle ne s'applique pas. Dans la démarche considérée, les seuls éléments qui servent à décrire les diverses actions que le décideur peut prendre sont les conséquences (présumées en nombre fini) que ces actions peuvent avoir. Aucune connaissance du mécanisme par lequel ces conséquences arrivent, ni de la probabilité de leur occurrence, n'est présumée. Le critère que nous tentons d'axiomatiser peut être considéré comme résultant de l'assignation, par le décideur, de la même probabilité d'occurrence à chaque conséquence possible et de la comparaison des diverses décisions sur la base de l'utilité moyenne de leurs conséquences.

La recherche est théorique et n'implique que la démonstration de quelques théorèmes. Le travail en collaboration a essentiellement été fait à l'*Indian Statistical Institute* par A. Sen et N. Gravel.

Activités réalisées en 2005 et résultats

Le travail pour ce projet a débuté à la fin de l'automne 2004. Un document de 14 pages a été rédigé sur le problème et plusieurs axiomes, qui paraissent jouer un rôle clé dans la caractérisation du critère de la décision dans une situation d'incertitude radicale, ont été identifiés. Néanmoins, la recherche s'est heurtée à la difficulté que s'il y a plus de 8 alternatives, les axiomes découverts ne sont pas suffisants pour caractériser le critère. Des axiomes supplémentaires doivent donc être trouvés. Étant donné les difficultés mathématiques rencontrées, il a été décidé d'associer Sébastien Bervoets (récemment nommé allocataire de recherche au Département de l'Économie de *Universitat Autònoma de Barcelona*) au projet. S. Bervoets doit commencer à retravailler sur le théorème central au début 2006.

3.4. Dynamiques urbaines

Coordination : Véronique DUPONT

Au cours de l'année 2005 l'axe « Dynamiques urbaines » a poursuivi la mise en œuvre des programmes initiés en 2003 ou 2004,

en maintenant sa vocation de transversalité entre axes de recherche et de pluridisciplinarité dans les projets conduits.

L'axe a également accueilli un nouveau programme sur la gestion des services urbains à Mumbai, qui vient enrichir la thématique de recherche sur la gouvernance urbaine.

Aux deux gros projets pluridisciplinaires, dynamiques périurbaines d'une part et gouvernance urbaine de l'autre, s'ajoutent trois autres programmes prenant Delhi comme objet d'étude, afin de traiter de questions fondamentales pour la problématique générale du développement urbain : le fonctionnement du marché foncier, la question des bidonvilles, l'offre de soins et de médicaments. Dans la mesure où la ville de Delhi fait également partie des études de cas traitées dans les projets collectifs, l'axe « Dynamiques urbaines » du CSH continue à développer une véritable expertise sur cette métropole, en tirant également partie du capital de connaissances et de données sur Delhi accumulées au CSH au cours des dix dernières années, y compris la constitution d'un Système d'Information Géographique.

Au niveau des partenariats, la collaboration avec l'*Indira Gandhi Institute of Development Research de Mumbai* (IGIDR) s'est renforcée avec l'affectation au CSH depuis juillet 2005 (pour un séjour de deux ans) d'une chercheuse urbaniste de l'IRD, Marie-Hélène Zérah, pour travailler sur la ville de Mumbai dans le cadre d'un accueil à l'IGIDR.

Par ailleurs, une nouvelle collaboration a été lancée avec le *Centre for the Study of Regional Development* de l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi pour le développement de systèmes d'information géographique (SIG), et a donné lieu à l'accueil de deux étudiants stagiaires travaillant sur le SIG développé au CSH sur la région de Delhi.

Outre ces deux stagiaires, l'axe a également accueilli une doctorante française (Linda Bouifrou), et un doctorant indien (Suresh Rohilla), pour des séjours de recherche de 14 mois dans le premier cas et d'un mois dans le second (en complément d'un séjour plus long effectué l'année précédente).

3.4.1. Dynamiques péri-urbaines

Dynamiques périurbaines : population, habitat et environnement dans les périphéries des grandes métropoles indiennes

Responsable du programme : Véronique DUPONT, directrice du CSH, directrice de recherche IRD associée à l'Unité de recherche " Migrations, mobilités et peuplement " de l'Institut de Recherche pour le Développement (veronique.dupont@csh-delhi.com).

Autres participants : Une vingtaine de chercheurs européens et indiens ont participé au groupe de travail.

Partenariats institutionnels : Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS : CNRS-EHESS), le Centre Population et Développement (CePeD).

Autres institutions de recherche impliquées : Institut Universitaire d'Etudes du Développement (Genève), Université d'Amsterdam, *Centre for the Study of Regional Development* de l'Université Jawaharlal Nehru (Delhi), *Centre for the Study of Developing Societies* (Delhi), *Centre for Economic and Social Studies* (Hyderabad), Institut Français de Pondichéry (IFP).

Financement : Ministère Délégué à la Recherche et aux Nouvelles Technologies, dans le cadre de l'Action Concertée Incitative " Espaces et territoires " ; CSH ; IRD ; CePeD ; IFP.

Problématique, objectifs et méthodologie

Des formes d'urbanisation spécifiques se développent à la périphérie des grandes métropoles en développement et se traduisent par la formation d'espaces "mixtes", intermédiaires entre les centres urbains et les espaces ruraux, espaces transitoires objets de transformations multiples : physiques, morphologiques, socio-démographiques, culturelles, économiques, fonctionnelles.

Notre hypothèse de départ pour appréhender ces processus est la non-neutralité de la "localisation" au sein des aires métropolitaines. Le périurbain n'est pas un simple cadre d'analyse, mais un espace dont le peuplement, l'occupation et l'usage correspondent à des enjeux divers et souvent conflictuels révélateurs de processus qui engagent une vision politique et sociétale de la ville et de l'accès à la ville. Besoin d'habitat, en particulier pour les pauvres,

maintien d'une ceinture verte, nouvelles zones industrielles, entrent ainsi en compétition.

L'objectif de ce projet est d'approfondir les connaissances sur les dynamiques périurbaines sous leurs multiples facettes, dans le contexte des grandes métropoles indiennes. Le projet s'est appuyé sur un groupe de travail pluridisciplinaire dont l'objet était de mettre en commun un ensemble de travaux afin de nourrir une réflexion sur l'équation complexe entre population, habitat et environnement dans les espaces périurbains, et ses enjeux politiques.

Activités réalisées en 2005 et résultats

Le projet a débuté en juillet 2003 et s'est conclu fin 2005. Cette dernière année a été consacrée aux travaux de rédaction et de valorisation des résultats. Un rapport de recherche, comprenant en annexes une revue bibliographique et les actes de deux ateliers organisés en 2004, a été soumis. Les travaux de l'atelier de recherche organisé à Delhi en août 2004 ont donné lieu à trois *CSH Occasional Papers* (deux parus en 2005 et le troisième à paraître en 2006), et à la préparation pour la revue internationale *Cities* d'un dossier regroupant plusieurs articles sélectionnés parmi les communications présentées. Un cédérom comprenant une synthèse en français des travaux du premier atelier ainsi que l'ensemble des communications de l'atelier de restitution et de mise en perspective comparative internationale (organisé en France en novembre 2004 en collaboration avec le Centre Population et Développement) paraîtra au premier trimestre 2006. Enfin, un numéro de *La Chronique* du CePeD présente une synthèse de l'ensemble des résultats du projet.

3.4.2. Gouvernance urbaine

Acteurs, politiques et gouvernance urbaines. Les processus décisionnels gouvernant l'offre et la demande de biens et de services collectifs dans quatre métropoles indiennes

Coordinateurs du projet : Stéphanie TAWA LAMA-REWAL, chargée de recherche au CNRS, Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CNRS-EHESS), mise à disposition du CSH depuis septembre 2005 (tawalama@ehess.fr) ; Joël RUET, allocataire Marie Curie à la *London School of Economics*

and Political Science, centre DESTIN et chercheur associé au CSH (J.Ruet@lse.ac.uk).

Autres participants: 10 chercheurs européens et indiens d'institutions diverses, dont : Girish KUMAR, allocataire de recherche senior au CSH ; Pierre CHAPELET, doctorant à l'Université de Rouen, anciennement au CSH, webmestre du site internet du projet ; Marie-Hélène ZERAH, chargée de recherche à l'Institut de Recherche sur le Développement, affectée au CSH depuis juillet 2005.

Partenariat institutionnel : Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud).

Autres institutions de recherche impliquées : CNRS, Institut de Recherche pour le Développement, Université de Caen, Université de Paris X, *Institute of Social Studies* (La Haye), *Centre for the Study of Law and Governance* à l'Université Jawaharlal Nehru (Delhi), *Gujarat Institute of Development Research* (Ahmedabad), *Institute of Social Sciences* (*Eastern branch*, Kolkata).

Financement : Ministère Délégué à la Recherche et aux Nouvelles Technologies dans le cadre de l'Action Concertée Incitative " Développement urbain durable " (74.000 euros pour trois ans) ; CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Fruit du travail d'une équipe internationale et pluridisciplinaire, cette entreprise d'économie politique a pour objectif principal de caractériser la gouvernance urbaine dans les métropoles indiennes, ses variantes et ses variables déterminantes. Il s'agit de décrire et d'analyser cette gouvernance, telle qu'elle est redéfinie par les politiques de libéralisation économique et de décentralisation politico-administrative lancées au début des années 1990 par le gouvernement indien, à travers l'étude des processus décisionnels relatifs à l'offre et à la demande de biens et de services collectifs dans quatre métropoles indiennes : Delhi, Mumbai, Hyderabad et Kolkata. Afin d'évaluer la réalité du processus de décentralisation, en principe au cœur de cette nouvelle configuration, ces études de cas sectorielles sont complétées par des études centrées sur les relations entre les différents niveaux de gouvernement, qui mettent l'accent sur quelques contre-courants majeurs.

Le projet consiste essentiellement en une série de monographies sectorielles analysant le

processus décisionnel qui gouverne l'offre et la demande d'un bien ou service collectif, dans au moins deux villes. Les secteurs étudiés sont les services de santé primaires, l'éducation primaire, les magasins d'alimentation à prix subventionnés destinés aux plus pauvres, l'eau, le logement des pauvres (*slum development*) et la gestion des déchets. Dans chaque métropole, au moins deux types de zones sont étudiés, représentatives de populations, de paysages urbains, de statuts administratifs distincts. Les principales méthodes utilisées sont l'entretien semi-directif, l'entretien collectif, l'étude des archives administratives, l'observation directe, et la représentation cartographique de la distribution spatiale des infrastructures étudiées.

Activités réalisées en 2005

Ce projet a été initié en mai 2003 et devrait s'achever en décembre 2006. La première (et la plus intensive) phase de travail de terrain a eu lieu, pour tous les membres de l'équipe, en 2005. En septembre un atelier d'une journée a été organisé dans trois des villes étudiées (Kolkata, Delhi et Hyderabad), destiné à la présentation des résultats de cette première phase de l'enquête devant des universitaires mais aussi des acteurs locaux (bureaucrates, élus, militants...). Un atelier similaire aura lieu à Mumbai en février 2006.

Une réunion de travail d'une journée a eu lieu en novembre 2005 (la moitié de l'équipe et du conseil scientifique du projet se réunissant à Paris, l'autre moitié à Delhi) afin de discuter de l'orientation scientifique du projet sur la base de cette première série de textes, au moment où l'équipe amorce la deuxième phase de terrain, qui consistera pour beaucoup à reproduire leur première enquête dans une autre ville.

Résultats

Les trois ateliers organisés en 2005 permettent de reconsidérer la problématique originale du projet à l'épreuve du terrain. Les dix communications présentées lors de ces ateliers par des membres de l'équipe font l'objet d'un premier rapport de recherche, qui constitue la base d'une réflexion collective qui s'oriente désormais plus spécifiquement vers la dimension comparative de notre étude de la gouvernance urbaine.

Infrastructures urbaines, décentralisation et développement local à Mumbai

Marie-Hélène ZÉRAH, Chargée de Recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), affectée au CSH depuis juillet 2005 (zerah@ird.fr).

Partenariat institutionnel : Unité de recherche « Développement local urbain » de l'IRD ; *Indira Gandhi Institute of Development Research*, Mumbai.

Source de financement : IRD.

Problématique, objectifs et méthodologie

L'objet de ce projet de recherche est d'analyser les transformations diverses affectant plusieurs services urbains (eau, assainissement, collecte des déchets ménagers et électricité) dans la ville de Mumbai. Dans le contexte de libéralisation, de décentralisation politique et de réforme du secteur public, on fait l'hypothèse que les transformations en cours font appel à une diversité de modèles (recours au secteur privé, transformation et dé-intégration des monopoles publics, participation accrue des acteurs de la société civile) et font apparaître de nouvelles modalités de desserte et de régulation des services urbains. L'étude de ces mutations est un analyseur pertinent pour qualifier les nouveaux modes de gouvernance des villes. La recherche examinera dans un premier temps la diversité des réformes et leur mise en œuvre et s'attachera ensuite à mesurer l'impact réel sur l'accès aux services. Il s'agira aussi de replacer le cadre local de l'analyse dans le contexte des réformes menées par le gouvernement de l'Union et le gouvernement du Maharashtra. Enfin, on cherchera à appréhender la manière dont ces nouvelles formes de gouvernance remodelent les relations Etat-collectivité locale et la capacité de pilotage de cette dernière.

Ce programme est conçu autour de deux axes de recherche principaux : (i) une analyse par secteur, avec une ambition comparative ; (ii) une analyse des politiques publiques locales. Des entretiens et questionnaires semi-directifs seront conduits dans trois zones de la ville. Ils seront complétés par une analyse systématique des documents de politiques sectorielles et de politiques urbaines, ainsi que par des entretiens qualitatifs auprès des acteurs concernés par les réformes urbaines à différents niveaux (gouvernement central, Etat du Maharashtra et municipalité de Mumbai).

Activités réalisées en 2005

Ce projet prévu sur deux ans a démarré en juillet 2005. Un travail exploratoire dans trois *wards* sélectionnés pour l'étude de terrain a été engagé au dernier trimestre 2005 (collecte de données secondaires et réalisation d'une première série d'entretiens).

Résultats

L'enquête exploratoire s'est focalisée sur le secteur de la collecte des déchets ménagers. Elle permet de confirmer l'hypothèse d'une diversification des modes de desserte : (i) l'organisation des services municipaux est en cours de restructuration ; (ii) le recours à des petits opérateurs privés ; (iii) la mise en œuvre de projets participatifs différenciés pour les immeubles (collecte faite par les associations de résidents) et pour les bidonvilles (collecte sous traitée à une ONG locale). L'impact de cette diversification n'est pas encore établi. Une première analyse laisse supposer que les résultats sont mitigés et dépendent de la capacité de mobilisation locale.

3.4.3. Etudes sur Delhi : services urbains, marché du logement, bidonvilles

Estimation des préférences des ménages pour les aménités urbaines à Delhi

Responsable du projet: Nicolas GRAVEL, Professeur des Universités, Chercheur CSH & IDEP-GREQAM (nicolas.gravel@csh-delhi.com).

Autres participants : Véronique DUPONT, Directrice du CSH; N. SRIDHARAN, Maître de Conférences, *School for Planning and Architecture*, New Delhi ; Julien ANTHONIOZ-BLANC, élève ingénieur de l'Ecole Polytechnique de Palaiseau, en stage au CSH de mai à août 2005.

Problématique, objectifs et méthodologie

Le projet vise à étudier les déterminants des décisions de localisation des habitants de Delhi à travers le prisme du marché foncier en adoptant notamment une méthodologie hédonistique (utilisée par Nicolas Gravel dans ses travaux sur la région parisienne- voir publication). La première étape de ce travail consiste donc en la constitution d'une base de données portant sur les prix et autres caractéristiques de 5000 logements sélectionnés de manière aléatoire dans les grandes zones de Delhi afin de représenter les principaux

segments du marché foncier de la capitale indienne.

Activités réalisés en 2005

Le projet a démarré en mars 2005, et devrait se conclure en décembre 2006. Le travail de réflexion sur la constitution de l'échantillon a commencé dès mars 2005. Il a été décidé d'utiliser la division administrative de l'agglomération urbaine de Delhi en 9 zones, et d'assurer une sélection aléatoire des logements dans chaque zone de manière stratifiée selon des critères de représentativité des grands segments du marché foncier. Cette stratégie a donné lieu à la sélection d'une trentaine de quartiers destinés à servir de base à une sélection aléatoire de logements. Un stagiaire de l'École Polytechnique accueilli au CSH a mis au point une procédure informatique de sélection aléatoire des logements dans ces quartiers à partir des listes électorales informatisées.

Une autre phase du travail a porté sur la conception d'un questionnaire destiné à recueillir les informations sur les logements. Ces informations concernent, outre le prix d'acquisition ou le loyer, des caractéristiques du logement lui-même (exposition, surface, nombre de pièces, présence de cuisine équipée, etc.) et de sa localisation ainsi que des caractéristiques du ménage qui l'habite.

Une enquête pilote a été effectuée en juin-juillet dans deux quartiers de l'échantillon. Elle a montré le caractère opérationnel du questionnaire et a conduit au lancement, en octobre, de l'enquête principale.

L'intégration des bidonvilles dans les réseaux de la mondialisation: le cas de Delhi

Linda BOUIFROU, Doctorante de l'Université de Paris 7, Laboratoire SEDET –« Sociétés en Développement dans l'Espace et dans le Temps » (CNRS).

En accueil au CSH d'octobre 2004 à décembre 2005, avec une affiliation conjointe à l'Institut Français de Pondichéry (linda.bouifrou@csh-delhi.com).

Financement : bourse du Ministère de l'Éducation et de la Recherche et soutien financier du CSH pour les enquêtes de terrain.

Problématique, objectifs et méthodologie

Le but de ce projet de thèse est de démontrer que la forme spécifique de ségrégation urbaine

que sont les bidonvilles, quels que soient les types d'habitats auxquels ils correspondent, n'empêche pas ces territoires de participer à la dynamique mondiale. En effet, les bidonvilles sont des lieux de pauvreté et d'exclusion mais dans lesquels existe une certaine vitalité, des opportunités et des activités. L'hypothèse fondamentale de cette recherche est que les bidonvilles font preuve de dynamisme et ne sont pas coupés des localités, des régions et du monde.

Nous testerons cette hypothèse dans le cas de deux bidonvilles de Delhi. Dans un premier temps, nous déterminerons le rôle des acteurs de ces bidonvilles (habitants, communautés, ONG...) et tenterons d'apprécier dans quelle mesure ils contribuent au processus d'intégration de ces territoires dans l'économie mondiale. Puis nous examinerons comment s'effectue la connexion entre le local et le global en tentant de discerner les liens, les flux et les réseaux (induits notamment par le travail, les loisirs, les déplacements, la famille, le voisinage) qui se nouent entre les habitants des bidonvilles, leurs territoires, l'espace métropolitain et le mondial.

La méthodologie s'appuie sur la collecte de données, l'observation participative et sur des enquêtes quantitatives par questionnaire.

Activités réalisées en 2005

L'intégration dans deux bidonvilles différents a pu se faire en travaillant comme bénévole pour deux ONG se consacrant à des questions de pauvreté urbaine. La première phase de terrain s'est effectuée d'octobre 2004 à mai 2005 dans un bidonville situé dans le sud de Delhi, dans la zone industrielle d'Okhla, après avoir été introduite par l'ONG Deepalaya et en travaillant comme institutrice bénévole. La seconde phase s'est effectuée de mai à décembre 2005 dans un bidonville d'artistes situé au nord de la ville (la colonie Kathputli); là, l'introduction s'est faite par le Kalakar Trust. Des enquêtes ont été menées dans les deux bidonvilles, comprenant une collecte par questionnaire auprès de 650 ménages dans chaque site, et des entretiens qualitatifs.

L'impact de la mondialisation sur le système de santé indien : L'offre de soins dans l'aire métropolitaine de Delhi

Responsable du projet: Bertrand LEFEBVRE, Volontaire International au CSH, doctorant de l'Université de Rouen (bertrand.lefebvre@csh-delhi.com).

Autres participants : Pierre CHAPELET, doctorant de l'Université de Rouen, Swati SACHDEV et Paramita BANERJEE, étudiantes en M.Ph au *Centre for the Study of Regional Development*, Jawaharlal Nehru University, New Delhi.

Partenariats institutionnels : Université de Rouen ; *Centre for the Study of Regional Development* (Jawaharlal Nehru University)

Financements : CSH.

Problématique, objectifs et méthodologie

Suite à la politique d'ajustement structurel engagée en 1991, le système de santé indien connaît de profondes mutations : la baisse des investissements publics dans la santé, la mise en place de nouvelles lois sur la propriété intellectuelle (accord ADPIC-TRIPS), l'émergence d'une classe moyenne aux exigences nouvelles en matière de santé, l'ouverture aux investisseurs étrangers. Ce contexte renouvelé amène chaque acteur à repenser sa position dans le système de santé. Il s'agit de comprendre comment ces acteurs, tant au niveau international, national que local, interagissent et régulent le système de santé indien. Comment vont-ils générer par leurs interactions complexes de nouvelles configurations spatiales dans l'accès aux soins ?

Ce projet s'intéresse à deux secteurs clés de l'offre de santé : l'industrie pharmaceutique (Pierre Chapelet) et les groupes hospitaliers privés (Bertrand Lefebvre). L'aire métropolitaine de Delhi se présente comme un terrain d'étude particulièrement pertinent pour

ce projet. La méthodologie s'appuie sur le développement d'un Système d'Information Géographique (SIG) couplé à des enquêtes de terrain. Grâce à l'apport des théories de la diffusion, on se propose d'analyser l'accès aux médicaments et le développement de nouvelles cliniques dans différents types d'espace (urbain-périurbain-rural).

Activités réalisées en 2005

Un SIG sur l'organisation du système de soins dans l'aire métropolitaine de Delhi est en réalisation depuis 2002. De nouvelles données issues du recensement de 2001 ont encore enrichi le SIG. Celui-ci a aussi été étendu à l'ensemble de la *National Capital Region* de Delhi, triplant ainsi la superficie couverte. Par ailleurs, de nouveaux entretiens ont été conduits auprès de managers de cliniques et de responsables du système de soins de Delhi. Le traitement statistique et cartographique des enquêtes menées fin 2004 s'est poursuivi.

Résultats et produits obtenus en 2005

Un CSH *Occasional Paper* "*Contextualizing urban health care system. Methodology for developing a geodatabase of Delhi's healthcare system*" a été publié en juillet 2005. Cette publication présente les différentes phases du développement du SIG et les défis méthodologiques posés. De premiers résultats sont aussi présentés à travers un atlas interactif développé par les auteurs, accessible en ligne à :

<http://www.csh-delhi.com/electronicop11/start.htm>

4. VALORISATION ET DIFFUSION DES TRAVAUX

La mission de valorisation de la recherche du CSH est assurée par une politique d'insertion dans des réseaux, d'organisation de manifestations scientifiques, de publication et de diffusion. Les chercheurs du CSH participent également à la vulgarisation scientifique des travaux de recherche du Centre, en donnant des interviews à des journalistes de la presse écrite, française et indienne, ainsi que de la radio. Ces diverses activités contribuent à maximiser la visibilité du Centre.

Un nouveau site Internet a aussi été lancé en 2005, avec comme objectif de créer un outil de communication complet, vivant et ouvert sur l'extérieur, et de refléter les activités du Centre en continu. Ce nouveau site offre beaucoup plus de documents en ligne sur les programmes de recherche et les conférences que par le passé. Le site est également devenu la mémoire du CSH grâce à une section « Archives » qui présente les projets de recherche passés. Enfin, en souscrivant à un système d'information par email, les utilisateurs peuvent être tenus informés de tout événement de la vie du centre (nouveau programme de recherche, nouvelle conférence, nouvelle publication, nouveau membre) selon leurs centres d'intérêt.

4.1. Séminaires et conférences organisés par le CSH

Le CSH organise en collaboration avec des partenaires indiens, et/ou européens, des séminaires, ateliers, tables rondes et colloques, principalement à Delhi, mais aussi dans d'autres villes. Le CSH organise aussi des conférences individuelles, en collaboration avec d'autres institutions à Delhi, pour ses chercheurs mais d'abord et surtout pour des chercheurs français ou d'autres pays en visite en Inde, ce qui contribue à une meilleure visibilité des recherches en sciences sociales conduites non seulement au CSH mais également en France ou en Europe. A Delhi, l'*India International Centre* est un partenaire majeur (mais non exclusif) pour l'organisation de tels événements scientifiques, ce qui permet de toucher un large public, non seulement d'universitaires, mais également un public éclairé de hauts fonctionnaires, anciens diplomates, etc.

4.1.1. Colloques, séminaires, ateliers

Séminaire international « *Anti-Discrimination and Affirmative Action in a Comparative Perspective* », co-organisé par le Centre for Political Studies, *Jawaharlal Nehru University* (JNU), le Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI, Paris) et le CSH à JNU, New Delhi, 23 et 24 février 2005.

Séminaire international « *Impact of Globalisation on National Firms: The Case of India and China in a Comparative Perspective* », co-organisé par le CSH, l'*Observer Research Foundation* (ORF, New Delhi), le *National Council of Applied Economic Research* (New Delhi), la *London School of Economics* et le CERNA-Ecole des Mines de Paris, avec le soutien de la Délégation de la Commission Européenne en Inde, à l'ORF, New Delhi, 18 et 19 avril 2005.

Séminaire Franco-Indien « *New Medias and 'Cultural Exception' in an Era of Globalisation: A Comparative Approach* », co-organisé par l'Indian Council of Social Science Research (ICSSR, New Delhi), la Foundation Maison des Sciences de l'Homme (Paris), l'Université de Paris III et le CSH, à l'ICSSR, New Delhi, 5-7 septembre 2005.

Atelier international « *Urban Actors, Policies and Governance in Delhi* », organisé par le *Centre for the Study of Law and Governance*, *Jawaharlal Nehru University* (JNU) et le CSH au *Centre of the Study of Law and Governance*, JNU, New Delhi, 14 septembre 2005.

Séminaire international « *Actors and Models of the Indian Diaspora in International Relations* », co-organisé par le CSH et l'India International Centre (IIC) à l'IIC, New Delhi, 26-27 septembre 2005.

Séminaire international « *Consumerism and the Emerging Middle Class: Comparative Perspectives from India and China* », co-organisé par l'*International Institute for Asian Studies* (Leiden and Amsterdam), le Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (Paris), l'*Institute of Chinese Studies* (Delhi), le CSH, et l'India International Centre (IIC, New Delhi) à l'IIC, New Delhi, 7-9 novembre 2005.

Atelier international « *Impact of Globalisation on National Firms: the Case of India and China in a Comparative Perspective* », co-organisé par le CSH, le *National Council of Applied Economic Research*, la *London School of Economics*, le CERNA-Ecole des Mines de Paris, et l'*India International Centre*, avec le soutien de la Délégation de la Commission Européenne en Inde, à l'IIC, 12 et 13 décembre 2005.

4.1.2. Conférences Individuelles, tables rondes

« *Discourse against the city in India. Hindu culturalism and Western perspectives* », par Dr. Odette Louiset (Maître de conférence, Département de Géographie, Université de Rouen), co-organisé par le CSH et l'*India International Centre*, à l'IIC, New Delhi, 10 janvier 2005.

« *The Making of Global Finance* », conférence par Prof. Marc Flandreau (Institut d'Etudes Politiques de Paris), co-organisé par la Mission Economique de l'Ambassade de France en Inde et le CSH, au Service Culturel, Ambassade de France à New Delhi, 7 février 2005.

« *Discourses of young people, identity construction and voting behaviour* », conférence par Prof. Lucy Bagnat (Université de Picardie Jules Verne), co-organisé par le CSH et l'*India International Centre* (IIC), à l'IIC, New Delhi, 9 février 2005.

« *Ambedkar and the Genesis of the Sociology of Hinduism* », conférence par Prof. Christophe Jaffrelot (Directeur, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, Paris), co-organisé par le CSH et l'*India International Centre* (IIC), à l'IIC, New Delhi, 23 février 2005.

Table ronde à l'occasion du lancement de l'ouvrage « *The Sangh Parivar – A reader* », édité par Prof. Christophe Jaffrelot (Directeur, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, Paris), co-organisé par l'Alliance Française de Delhi et le CSH à l'Alliance Française de Delhi, 1^{er} mars 2005.

« *Burma's political transition : Implications for India* », conférence par Renaud Egreteau (Institut d'Etudes Politiques de Paris & Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine de Bangkok), co-organisé par le CSH et l'*India International Centre* (IIC), à l'IIC, New Delhi, 21 Mars 2005.

« *The Village Assembly : Issues, Discourses and Participation* », conférence par Dr. Girish Kumar (CSH), co-organisé par le CSH et l'*India International Centre* (IIC), à l'IIC, New Delhi, 6 avril 2005.

Table ronde à l'occasion du lancement de l'*Occasional Paper* du CSH « *China-India Economic Engagement – Building Mutual Confidence* », par Dr. Swaran Singh (Maître de conférence, Jawaharlal Nehru University et chercheur expert au CSH, co-organisé par le CSH et l'*India International Centre* (IIC) à l'IIC, New Delhi, 8 avril 2005.

Table ronde à l'occasion du lancement de l'ouvrage « *Democratization in Progress: Women and Local Politics in Urban India* », par Dr Stéphanie Tawa Lama-Rewal (CNRS & CSH) et Dr. Archana Ghosh (Institute of Social Sciences, Calcutta), co-organisé par le CSH et l'*India International Centre* (IIC) à l'IIC, New Delhi, 15 septembre 2005.

« *Strategies for Acquiring Mutual Knowledge* », conférence par Prof. Umberto Eco (Université de Bologne) en conclusion du Colloque International sur « *Reciprocal Knowledge* » de Transculturala, organisé par le CSH, l'Ambassade de France en Inde, la Délégation de la Commission Européenne en Inde, l'Université Jawaharlal Nehru, le Goethe-Institut / *Max Mueller Bhavan* et l'Alliance Française de Delhi, à l'Alliance Française de Delhi, 23 octobre 2005.

4.2. Publications et communications

Le CSH a développé sa propre politique de publications :

- Une collection d'ouvrages avec une maison d'édition indienne, Manohar Publishers, la collection Manohar-CSH : 37 titres depuis 1994.
- Une collection de documents à comité de lecture créée en 2001, les CSH *Occasional Papers*: 15 documents parus (téléchargeables gratuitement à partir du site internet du CSH).
- Une lettre d'information publiée en collaboration avec l'Institut Français de Pondichéry et l'Ecole Française d'Extrême Orient, *Patrika* : 3 numéros par an depuis 1999 (téléchargeables à partir du site internet du CSH).

Les chercheurs du CSH publient les résultats de leurs travaux dans les collections du CSH, mais aussi chez d'autres éditeurs, en Inde et en Europe, ainsi que dans des revues scientifiques de langue anglaise et française (voir liste *infra* pour 2005). Par la participation de ses chercheurs à des groupes de travail, ses rapports et ses ouvrages, le CSH contribue non seulement aux débats académiques, mais nourrit également la réflexion des décideurs publics et des agents économiques.

4.2.1. Ouvrages entiers

BARUA A. (ed.), *India's North-East: Developmental Issues in a Historical Perspective*, Manohar-CSH, New Delhi, 2005, 474p.

GERVAIS-LAMBONY P., LANDY F., OLDFIELD S. (eds.), *Reconfiguring Identities and Building Territory in India and South Africa*, Manohar-CSH, New Delhi, 2005, 346p.

GHOSH A., TAWA LAMA-REWAL S., *Democratization in Progress: Women and Local Politics in Urban India*, Tulika Books, New Delhi, 2005, 158p.

HUST E., MANN M. (eds.), *Urbanization and Governance in India*, Manohar-CSH, New Delhi, 2005, 345p.

RUET J. (ed.), *Against the Current (Volume II) – Tariffs, Finances and Competition for the Power Sector in India*, Manohar-CSH, New Delhi, 2005, 193p.

SENGUPTA D., CHAKRABORTY D., BANERJEE P. (eds.), *Beyond the Transition Phase of the WTO: An Indian Perspective on Emerging Issues*, Academic Foundation, New Delhi, 2006, 683p (paru en novembre 2005).

TAWA LAMA-REWAL S. (ed.), *Electoral Reservations, Political Representation and Social Change in India. A Comparative Perspective*, Manohar-CSH, New Delhi, 2005, 210p.

CSH Occasional Papers

CHAISSÉ J., *Ensuring the Conformity of Domestic Law with World Trade Organisation Law. India as a Case Study*, CSH Occasional Paper 13, New Delhi, 2005, 188p.

CHAPELET P., LEFEBVRE B., *Contextualizing The Urban Healthcare System: Methodology for developing a geodatabase of*

Delhi's healthcare system, CSH Occasional Paper 11, New Delhi, 2005, 135p + CDROM.

DUPONT V. (ed.), *Peri-urban dynamics: population, habitat and environment on the peripheries of large Indian metropolises*, CSH Occasional Paper 14, New Delhi, 2005, 144p.

GARG A., MENON-CHOUDHARY D., SHUKLA P.R., *Assessing Policy Choices for Managing SO2 Emissions from Indian Power Sector*, CSH Occasional Paper 12, New Delhi, 2005, 87p.

OLIVEAU S., *Peri-urbanisation in Tamil Nadu: a quantitative approach*, CSH Occasional Paper 15, New Delhi, 2005, 90p.

SINGH S., *China-India Economic Engagement: Building Mutual Confidence*, CSH Occasional Paper 10, New Delhi, 2005, 205p.

4.2.2. Chapitres d'ouvrages

BANERJEE P. SENGUPTA D., "Economic Growth, exports and the Issue of Trade Facilitation: An Indian Perspective", in SENGUPTA D., CHAKRABORTY D., BANERJEE P. (eds.), *Beyond the Transition Phase of the WTO: An Indian Perspective on Emerging Issues*, Academic Foundation, New Delhi, 2006, pp. 609-638.

DUPONT V., "Residential practices, creation and use of the urban space: unauthorized colonies in Delhi", in HUST E., MANN M. (eds.), *Urbanization and Governance in India*, Manohar-CSH-SAI, Delhi, 2005, pp. 311-341.

DUPONT V., "The idea of a new chic Delhi through publicity hype", in R. KOSHLA (ed.), *The Idea of Delhi*, Marg Publications, Mumbai, mars 2005, pp. 78-93.

DUPONT V., "Peri-urban dynamics: population, habitat and environment on the peripheries of large Indian metropolises. An introduction", in DUPONT V. (ed.), *Peri-urban dynamics: population, habitat and environment on the peripheries of large Indian metropolises*, CSH Occasional Paper 14, New Delhi, 2005, pp. 3-20.

DUPONT V., HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., "Fragmentation and access to the city, Cape Town and Delhi in comparative perspective", in GERVAIS-LAMBONY P., LANDY F., OLDFIELD S. (eds.), *Reconfiguring identities and building territories in India and South*

- Africa*, Manohar-CSH, New Delhi, 2005, pp. 277-314.
- DUPONT V., LANDY F., "Segregation and Territory: What do we mean? A Discussion in the contexts in India and South Africa", in GERVAIS-LAMBONY P., LANDY F., OLDFIELD S. (eds.), *Reconfiguring Identities and Building Territories in India and South Africa*, Manohar-CSH, 2005, New Delhi, pp. 43-72.
- GRAVEL N., "Une Analyse Economique de la Liberté de Choix" in LEROUX A. (ed.) *Leçons de Philosophie Economique*, vol. 2, *Economica*, Paris, 2005, pp. 115-150.
- JARGOWSKY P., "Comparative metropolitan development, in DUPONT V. (ed.), *Peri-urban dynamics: population, habitat and environment on the peripheries of large Indian metropolises*, CSH Occasional Paper 14, 2005, New Delhi, pp. 21-37.
- MENON-CHOUDHARY D., SHUKLA P.R., "Integrated Strategy for Urban Air Quality Management in India", in TOPCU S., YARDIM M.F., BAYRAM A., ELBIR T., KAHYA C. (eds.), *Scales, Volume II: Peer-Reviewed Papers and Plenary Presentations*, Istanbul, Turquie, pp. 1231-1241.
- ROHILLA S., "Defining 'Peri-urban' – A review", in DUPONT V. (ed.), *Peri-urban dynamics: population, habitat and environment on the peripheries of large Indian metropolises*, CSH Occasional Paper 14, New Delhi, 2005, pp. 103-120.
- SENGUPTA D., "Unwitting Accomplices: States as Agents in Economic Equality" in BARUA A. (ed.) *India's North-East: Developmental Issues in a Historical Perspective*, Manohar-CSH, New Delhi, 2005, pp. 187-212.
- SENGUPTA D., "E-Commerce and the WTO: Towards an Appropriate Indian Position", in SENGUPTA D., CHAKRABORTY D., BANERJEE P. (ed.), *Beyond the Transition Phase of the WTO: An Indian Perspective on Emerging Issues*, Academic Foundation, New Delhi, 2006, pp. 443-466.
- SINGH S., "China-India Border Trade: A Tool for Building Mutual Confidence" in SAINT-MEZARD I., CHIN K. JAMES (eds.), *China and India: Political and Strategic Perspectives*, Center for Asian Studies, Hong Kong, 2005, pp. 49-72.
- SINGH S., "Peace Prospects in Sri Lanka: A Theoretical Perspective", in RAGHAVAN V.R., FISCHER K. (eds.), *Conflict Resolution and Peace Building in Sri Lanka*, Tata McGraw-Hill, New Delhi, 2005, pp. 119-134p.
- SINGH S., "China-India Relations: Reviving Confidence Building Approach", in *The Harmony and Prosperity of Civilizations: Selected Papers of Beijing Forum 2004*, Peking University Press, Beijing, 2005, pp. 9-25.
- TAWA LAMA-REWAL S., "Introduction", in TAWA LAMA-REWAL S. (ed.), *Electoral Reservations, Political Representation and Social Change in India. A Comparative Perspective*, Manohar-CSH, New Delhi, 2005, pp. 9-19.
- TAWA LAMA-REWAL S., "Reservations for Women in Urban Local Bodies: A Tentative Assessment", in TAWA LAMA-REWAL S. (ed.), *Electoral Reservations, Political Representation and Social Change in India. A Comparative Perspective*, Manohar-CSH, New Delhi, 2005, pp. 189-207.
- TAWA LAMA-REWAL S., "Women and Urban Development: Do They Make a Difference? A Case Study of the Municipal Corporation of Delhi", in HUST E., MANN M. (eds.), *Urbanization and Governance in India*, Manohar-CSH-SAI, New Delhi, 2005, pp. 85-101.
- THERWATH I., "Far and Wide': The Sangh Parivar's Global Network", in JAFFRELOT C. (ed.), *The Sangh Parivar: A Reader*, Oxford University Press, New Delhi, 2005, pp. 411-428.
- ZERAH M.-H., "Towards an Improved Urban Governance of Public Services: Water Supply and Sanitation", in HUST E., MANN M., *Urbanization and Governance in India*, Manohar-CSH-SAI, New Delhi, 2005, pp. 127-150.

4.2.3. Articles dans des revues à comité de lecture

- AGARWAL M., SENGUPTA D., "India's Trade Policy: A Hostage of Ghosts Past", *Taiwan Journal of WTO Studies*, Taipei, 2005, issue 1, pp. 95-126.
- CHAISSÉ J., CHAKRABORTY D., "Identifying Mutual Interest Areas at WTO: A Sino-Indian Joint Perspective", *China Report*, 41: 3, Sage Publications, 2005, pp. 267-288.

CHAKRABORTY D., SENGUPTA D., "Learning Through Trading? Ten Years of India's Experience in WTO", *South Asian Survey*, Volume 12, No.2, juillet-décembre 2005, pp. 223-246.

GRAVEL N., MICHELANGELI A., TRANNOY A., "The social marginal value of Local Public goods: An empirical Analysis within Paris Metropolitan Area", *Applied Economics*, sous presse.

GRAVEL N., THORON S., "Does Endogenous formation of jurisdictions lead to wealth stratification", *Journal of Economic Theory*, sous presse.

PEHL M., "Das regionale Gesicht der Nation: Keline Parteien und Koalitionspolitik in der Indischen Union seit 1998" ("The Regional Face of the Nation: Small parties and coalition politics in the Indian Union since 1998"), ASIEN, Hamburg, 2005, 97 (octobre 2005), pp. 51-71.

SINGH S., "Commerce sino-indien: des bases solides un avenir prometteur", *Perspectives Chinoises*, Hong Kong, Numéro 91, septembre-octobre 2005, pp. 24-33.

THERWATH I., "La diaspora indienne", *Questions internationales*, no. 15, septembre-octobre 2005.

WOLF S., "Savarkar – 'Enemy of the People' or 'National Hero'? Documentation of a Debate on the Self-Image of the Indian Nation", in SCHUCHER G., WAGNER C. (eds.), *Politik Wirtschaft Gesellschaft {Politics – Economy – Society}*, Institut für Asienkunde {Institute for Asian Studies}, Hamburg, 2005, pp. 315-336.

4.2.4. Communications présentées à des colloques, séminaires et conférences

ANGUELETOU A., « Les acteurs de l'eau des territoires péri-urbains de Nord-Est de Mumbai », communication présentée au séminaire *Pauvreté Hydraulique et crises sociales*, organisé par l'Institut de Recherche pour le Développement, Agadir, 11-15 décembre 2005, 17p.

BAIXAS L., "The Impact of Ethnic Pluralism on Politics in Pakistan. The Use of Linguistic Identity in Ethno-national Movements in Pakistan", communication présentée à la First Joint Conference *Pluralism and Politics*, Washington University, St Louis, USA, 26 septembre 2005, 13p.

CHAKRABORTY D., SENGUPTA D., "Indian Textile and Garments Industry : Technological Catching Up", communication présentée à l'atelier international *Impact of Globalization on National Firms: The Case of India and China in a Comparative Perspective*, India International Centre, New Delhi, 12-13 décembre 2005.

CHAKRABORTY D., SENGUPTA D., "Impact of Globalization on State-Firm Relations", communication présentée à l'atelier international *Impact of Globalization in National Firms: The Case of India and China in a Comparative Perspective*, India International Centre, New Delhi, 12-13 décembre 2005.

CHAPELET P., « Le système de soins à Delhi », communication présentée au séminaire *Recensement et Géographie en Inde*, Paris, 26 novembre 2005, 8p.

CHAPELET P., "Contextualising the Urban Healthcare System. Methodology for developing a geodatabase of Delhi's Healthcare system", communication présentée au *Symposium international on Health Geographical Information Systems*, Bangkok, 1-2 décembre 2005, 10p.

DUPONT V., RAMANATHAN U., "The Courts and the Squatter Settlements in Delhi – Or the Intervention of the Judiciary in Urban Governance", communication présentée au séminaire international *New forms of Urban Governance in Indian Mega-Cities*, Université Jawaharlal Nehru, New Delhi, 10-11 janvier 2005, 13p. mimeo.

GHOSH A., "Actors and Policies for Slum Development in Kolkata: Focus on Local Government and Community Action", communication présentée à l'atelier *Urban Actors, Policies and Governance in Kolkata*, Institute of Social Sciences (Eastern Branch), Calcutta, 9 septembre 2005, 20p.

GRAVEL N., "Appraising Diversity with an Ordinal Notion of Similarity: An axiomatic Approach", communication présentée à la 5ème réunion de l'Association *Public Economic Theory*, Marseille, 16 juin 2005.

GRAVEL N., MOYES P., "Ethically robust comparisons of distributions of two individual attributes", communication présentée à l'Atelier International *Rational Choice and Normative Philosophy*, Galway, Irlande, 24 août 2005.

GRAVEL N., MOYES P., "Ethically robust comparisons of distributions of two individual

attributes”, communication présentée au séminaire de l’Indian Statistical Institute, Kolkata, 12 novembre 2005.

GRAVEL N., “When can we say that a society is better than another?”, conférence dans le cadre du cycle *French Science Today*, Alliance Française, Bangalore, 23 novembre 2005.

GUICHARD S., “Hindu Nationalism, Education, History: Constructing the Hindu nation at school”, communication présentée à la conférence *Bridging disciplines, Spanning the World: Approaches to Identity, Institutions and Inequalities*, Université de Princeton, 8-9 avril 2005.

HUSSAIN A., RUET J., “Chinese and Indian Electricity Industries: Reforms, National Champions and Private Industrial Dynamics”, communication présentée à l’atelier international *Impact of Globalization in National Firms: The Case of India and China in a Comparative Perspective*, India International Centre, New Delhi, 12-13 décembre 2005.

JALAL J., “Exploring the Dynamics of ‘Voice’ and ‘Responsiveness’ in Education Services in Delhi”, communication présentée à l’atelier *Urban Actors, Policies and Governance in Delhi*, Centre for the Study of Law and Governance, Jawaharlal Nehru University, New Delhi, 14 septembre 2005, 20p.

KAPSHE M.M., MENON-CHOUDHARY D., SHUKLA P.R., “Modeling and Analysis of Sector and Region Level Policies for Optimal Management of Greenhouse Gas and Local Emissions in India” communication présentée à la conférence internationale *Operations Research for Development*, Jamshedpur, 19-21 décembre 2005.

KENNEDY L., “Decentralisation and urban governance in Hyderabad. Assessing the role of different actors in the city”, communication présentée à l’atelier *Urban Actors, Policies and Governance in Hyderabad*, Administrative Staff College of India, Hyderabad, 20 septembre 2005, 20p.

KUMAR G., “The Village Assembly: Issues, Discourses and Participation”, conférence donnée à l’India International Centre, New Delhi, 6 avril 2005.

KUMAR G., “The Implementation of the MLA & MP Local Area Development Scheme in Delhi and its Overlap with the Imperatives of the 74th Amendment”, communication présentée à

l’atelier *Urban Actors, Policies and Governance in Delhi*, Centre for the Study of Law and Governance, Jawaharlal Nehru University, New Delhi, 14 septembre 2005, 12p.

KUMAR G., “Decentralisation and State Politics: An account of Madhya Pradesh”, communication présentée à la conférence annuelle organisée par Political Studies Association of Ireland, Queen’s University, Belfast, 21-23 octobre 2005.

KUMAR G., “Decentralised Governance and Reforms in India: A Paradigm Shift to District (Third-tier) Governance”, conférence donnée à l’Institute of Governance and Public Policy and Social Research, Belfast, 24 octobre 2005.

LANDY F., “The PDS as an Entry Point for the Study of Urban Governance. The Case of the Old City of Hyderabad”, communication présentée à l’atelier *Urban Actor, Policies and Governance in Hyderabad*, Administrative Staff College of India, Hyderabad, 20 septembre 2005, 20p.

LECLERC E., “Restituer par le texte et la carte”, communication présentée aux 8^{èmes} ateliers *Jeunes chercheurs en sciences sociales*, Association Jeunes Etudes Indiennes, New Delhi, 28 février-4 mars 2005.

LECLERC E., “Return migrants in the Indian software industry between mobility and circulation”, communication présentée à l’Atelier International *Sustainable return of professional and skilled migrants*, Université de Dhaka, Refugee and migratory movements research unit, Dhaka, 7-8 mars 2005.

LECLERC E., “Diasporas et nouveaux réseaux migratoires”, communication présentée à la table ronde *Le monde en réseaux: lieux visibles, liens invisibles*, 16^{ème} Festival international de géographie, Saint Dié des Vosges, 29 septembre-2 octobre 2005, 13p.

LECLERC E., “Inventing an Indian Diaspora : political and social stakes”, communication présentée à la conférence internationale *Indian diaspora : trends, issues and challenges*, Hyderabad, Centre for Study of Indian Diaspora & Department of Sociology, University of Hyderabad, 24-26 février 2005, 17p.

LEFEBVRE B., “Restituer l’information géographique: réflexions sur l’apport du numérique”, communication présentée aux 8èmes Ateliers *Jeunes Chercheurs*, Association Jeunes Etudes Indiennes, New Delhi, 28 février-4 mars 2005, 7p.

- LEFEBVRE B., "Metropolitan fragmentation in Gurgaon: Exploring the relationship between land-use and healthcare system", communication présentée au séminaire *Environmental Resource Monitoring and Assessment: Application of Remote Sensing and GIS*, Jawaharlal Nehru University, New Delhi, 30-31 mars 2005, 8p.
- LEFEBVRE B., "Consumerism and Healthcare: reading the corporate hospitals in Delhi", communication présentée à la conférence *Consumerism and the Emerging Middle Class: Comparative Perspectives from India and China*, Indian International Centre, New Delhi, 7-9 novembre 2005, 10 p.
- MENON-CHOUDHARY D., SHUKLA P.R., "Integrated Strategy for Urban Air Quality Management", communication présentée au 3ème séminaire international *Air Quality Management at Urban, Regional and Global Scales*, Istanbul, Turquie, 26-29 septembre 2005.
- MENON-CHOUDHARY D., SHUKLA P.R., "Firm-Level Strategic Implications of Oil and Gas Reforms in India", communication présentée à l'atelier international *Impact of Globalization in National Firms: The Case of India and China in a Comparative Perspective*, India International Centre, New Delhi, 12-13 décembre 2005.
- MOOIJ J., "Governance and Primary Education: the Case of Hyderabad", communication présentée à l'atelier *Urban Actors, Policies and Governance in Hyderabad*, Administrative Staff College of India, Hyderabad, 20 septembre 2005, 20p.
- PEHL M. et al., "Democracy, Marginality and Empowerment in India", communication présentée à la rencontre annuelle de l'American Political Science Association, Washington D.C., 1-4 septembre 2005.
- RICHET X., RUET J., "Technology Appropriation, Catching up Strategies and Competition: Comparing Chinese and Indian Automobile Industry", communication présentée à l'atelier international *Impact of Globalization in national Firms: The Case of India and China in a Comparative Perspective*, India International Centre, New Delhi, 12-13 décembre 2005.
- RUET J., "Muddling with Water Systems in Delhi: the Race and Interface between Multilateral, State, Civil and Private Society Actors", communication présentée à l'atelier *Urban Actors, Policies and Governance in Delhi*, Centre for the Study of Law and Governance, Jawaharlal Nehru University, New Delhi, 14 septembre 2005, 42p.
- SENGUPTA D., CHAKRABORTY D., KANT T., "Brazil as a Partner: The View from India", communication présentée aux séminaires *A Percepção do Brasil Pelos Seus Vizinhos*, Rio de Janeiro (7-8 novembre 2005) et Brasília (9-10 novembre 2005) organisé par la Foundation Konrad Adenauer au Brésil, 44p.
- SENGUPTA D., CV HARI PRASAD., "Political Decentralisation and Water-use", in *Pauvreté hydraulique et crises sociales*, organisé par l'Institut de Recherche pour le Développement, Agadir, 11-15 décembre 2005, 34p.
- SINGH S., "Central Asia as a Bridge: Comparative Perspectives on Turkey-China-India", communication présentée à l'Academy of Third World Studies, Jamia Millia Conference *India-Central Asia-Turkey: Realities, Challenges and Options*, New Delhi, 12-14 avril 2005.
- SINGH S., "Indian Ocean in China's Maritime Strategy", communication présentée au College of Naval Warfare Round Table Conference *Risk Assessment in Indian Ocean Region*, Mumbai, 26-27 avril 2005.
- SINGH S., "Emerging Centrality of Sea Lanes of Communications (SLOCs) in China's Maritime Strategy", communication présentée au 3ème Indian Ocean Research Group Conference, co-organisé by Maritime Institute of Malaysia (MIMA), Kuala Lumpur, Malaysia, 11-13 juillet 2005.
- TAWA LAMA-REWAL S., "Les Droits des femmes, otages de la laïcité à l'Indienne", communication présentée au colloque *Genre, laïcité(s), religions 1905-2005*, CNRS/EPHE et IUFM Lyon/FSE, Paris, 10-11 mai 2005, 20p.
- TAWA LAMA-REWAL S., "Women and Local Democracy: The Indian Experiment", communication présentée au colloque *Rights, participation and development in comparative context. An Indo-French collaboration*, Paris, 19-20 mai 2005, 12p.
- TAWA LAMA-REWAL S., "Urban governance through the prism of primary healthcare provision: A study of Delhi", communication présentée à l'atelier *Urban Actors, Policies and Governance in Delhi*, Centre for the Study of Law and Governance, Jawaharlal Nehru University, New Delhi, 14 septembre 2005, 23p.

TAWA LAMA-REWAL S., "How does feminism relate to globalization? Remarks on the role of the global in the Indian women's movement", communication présentée au colloque *Globalization: Social and Political Aspects*, Jawaharlal Nehru University, Delhi, 17-18 novembre 2005, 12p.

THERWATH I., "Les lobbies indiens à Washington : pour l'Inde ou contre l'Islam ?", communication présentée à la conférence *Nationalisme à distance et relation à l'autre : les diasporas sud-asiatiques aux Etats-Unis, en Europe, et en Afrique du Sud*, IISM/Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 11 mai 2005, 18p.

THERWATH I., "La Pravasi Bharatiya Divas: quand un gouvernement parle à sa diaspora", communication présentée à la journée d'étude sur *Le Lien transétatique*, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, Paris, 25 mai 2005, 22p.

THERWATH I., "La Pravasi Bharatiya Divas", communication présentée à la 8^{ème} conférence annuelle de l'Association Française de Sciences Politiques, Institut d'Etudes Politiques, Lyon, 15 septembre 2005, 12p.

THERWATH I., "Inde : la cooptation des Non Resident Indians par New Delhi ?", communication présentée à la journée *L'Etat face à la globalisation en Asie*, Ecole thématique de la spécialité Asie à l'école doctorale de l'Institut d'Etudes Politiques, Paris, 3 novembre 2005.

THERWATH I., "La diaspora indienne", communication présentée au *Café géopolitique consacré à l'Inde*, et organisé par le LEPAC (Laboratoire d'Etudes politiques et Cartographiques), Paris, 3 novembre 2005.

ZERAH M.-H., "Networks and differentiated spaces in Mumbai: a question of scale?", communication présentée au séminaire international *Placing Splintering Urbanism: Changing Network Service Provision and Urban Dynamics in Cross-National Perspective*, Autun, France, 22-24 Juin 2005.

ZERAH M.-H., "Networks and differentiated spaces in Mumbai: a question of scale?", communication présentée au *CERES Summer School*, Institute of Social Sciences, La Haye, 27 Juin 2005.

ZERAH M.-H., "L'émergence de la participation dans les nouvelles modalités de desserte des

service urbains", présentation à une séance spéciale de l'Association des Géographes Français sur: *L'Inde, décentralisation et gestion participative*, Paris, 21 mai 2005.

4.2.5. Rapports de recherche, thèses, mémoires

DASTIDER M., *Events, Perceptions and Emotions: The Context and Current Trajectory of Political Islam in Bangladesh*, rapport préliminaire pour le projet « Religious fundamentalism in the Indian subcontinent » (dirigé par Frédéric Grare), soumis au CSH, New Delhi, décembre 2005, 27 pages mimeo.

DUPONT V., (responsable scientifique), *Dynamiques périurbaines : population, habitat et environnement dans les périphéries des grandes métropoles indiennes. Rapport Final*, Rapport soumis au Ministère de la Recherche et des nouvelles Technologies, Action Concertée Incitative Espaces et Territoires, New Delhi, Janvier 2005, 36 p. + Annexes (Compilation des références et notes bibliographiques : 70 p., Communications présentées à l'Atelier international, New Delhi, 25-27 août 2004 : 361 p. ; Communications présentées à l'Atelier international de mise en perspective comparative, CEPED, Nogent sur Marne, 15 novembre 2004 : 151 p.).

DUPONT V., GOLAZ V., *Dynamiques périurbaines : population, habitat et environnement dans les périphéries des grandes métropoles*, Centre Population et Développement, Nogent sur Marne, (CDROM), 2006.

GRAVEL N., MOYES P. TARROUX B., *International multidimensional comparisons of inequality in disposable income and access to public goods*, Document de travail IDEP no 0502, Marseille, 2005.

ROHILLA S., *Assessing the role of ground water in urban development. Study of Delhi and its peri-urban areas*, rapport de recherche soumis au CSH, septembre 2005, 95 p. mimeo.

SENGUPTA D., *Analyzing the Potential Impact of India-Brazil-South Africa Economic Cooperation*, Rajiv Gandhi Institute of Contemporary Studies, rapport soumis au Ministère du Commerce et de l'Industrie, Département du Commerce, Government of India, 2005, 87p.

THERWATH I., *La politique indienne et israélienne via la diaspora aux Etats-Unis :*

Juifs et Indiens, une alliance naturelle ?, rapport soumis à l'Observatoire de l'Asie du Sud, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, Paris, avril 2005.

VISIONNEAU P., *Les relations diplomatiques et stratégiques entre l'Inde et la Chine depuis 1998*, Mémoire, Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr, janvier 2006, 84p + résumé en anglais 11p.

4.2.6. Autres travaux

BERTHET S., « Agir et réagir : l'Inde bouleversée et l'Inde quotidienne », *Le Bulletin de l'Association France-Union Indienne*, no. 61, Paris, janvier-février 2005, pp. 2-5.

BERTHET S., « Le Congrès et ses vieux fantômes, après les trois élections partielles en Inde », *Le Bulletin de l'Association France-Union Indienne*, no. 62, Paris, mars-avril 2005, pp. 2-4.

BERTHET S., « Premier Bilan du nouveau gouvernement », *Le Bulletin de l'Association France-Union Indienne*, no. 63, Paris, mai-juin-juillet 2005, pp. 2-4.

BERTHET S., « La fin du non-alignement : premier acte », *Le Bulletin de l'Association France-Union Indienne*, no. 64, Paris, août-septembre-octobre 2005, pp. 2-4.

DUPONT V., « La gouvernance urbaine en Inde à l'ère de la libéralisation et de la décentralisation », *Villes en développement*, mars-juin 2005, no 67-68, pp. 10-11.

DUPONT V., GOLAZ V., « Dynamiques périurbaines : Population, habitat et environnement dans les périphéries des grandes métropoles », *La Chronique*, Centre Population et Développement, no 50, février 2006, 4p.

LECLERC E., « Une carrière en informatique, la voie royale en Inde », *Le Monde informatique*, Paris, 11 mars 2005.

5. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

L'automne 2005 et le début de l'année 2006 ont été marqués par des changements au niveau de la coordination de deux des quatre axes de recherche fédérateurs du CSH. Stéphanie Tawa Lama-Rewal, une chercheuse du CNRS mise à disposition du CSH, a pris le relais de Girish Kumar en septembre 2005 à la tête de l'axe « Dynamiques politiques », et Laurent Gayer a succédé en février 2006 à Eric Leclerc à la tête de l'axe « Relations internationales ». Ces deux changements annoncent également la coordination de nouveaux projets collectifs en 2006, dans le cadre des programmes transversaux entre Instituts français de recherche à l'étranger.

Le développement de recherche en réseau à travers la mise en œuvre des programmes transversaux entre Instituts français de recherche à l'étranger

Le CSH a élaboré un programme de recherche transversal portant sur les *Recompositions de l'Islam contemporain et les dynamiques économiques en Asie, du Caucase à la Chine*. L'objectif général de ce programme est de parvenir à une meilleure compréhension de l'évolution contemporaine de l'Islam dans le contexte post-1979 et de ses facteurs déterminants, dans les régions d'Asie centrale, du Sud et du Sud-Est jusqu'à la Chine. Deux directions de recherche complémentaires seront traitées.

La première vise à identifier les divers courants religieux et nouvelles pratiques et à analyser les recompositions en cours, afin de replacer la diffusion de l'Islam radical au sein des diverses dynamiques qui façonnent les sociétés musulmanes étudiées. Il conviendra ainsi d'examiner l'avènement d'un islam mondialisé, des logiques d'individualisation et de sécularisation qui n'excluent pas la radicalisation, la remise en cause des autorités traditionnelles, l'échec de l'islam politique. Une attention particulière sera également portée aux canaux de transmission des idéologies et des modèles.

La seconde direction de recherche consistera à s'interroger sur les interactions réciproques

entre, d'une part, ces idéologies et pratiques religieuses et, de l'autre, le développement économique des pays concernés et/ou de leurs communautés musulmanes. L'enjeu ne se limite pas à l'opposition éventuelle entre la montée de certaines formes d'islam radical et les options de développement économique du pays affecté. Il conviendra d'examiner au préalable dans quelle mesure les politiques économiques et sociales mises en œuvre, et surtout leurs insuffisances, ont pu favoriser certains mouvements ou pratiques au sein de la communauté musulmane. Dans un deuxième temps, il conviendra de distinguer au sein de l'Islam non seulement des courants très variés dans leur approche de l'intervention socio-économique, mais également deux niveaux d'influence : ce qui est prêché au niveau des discours, et ce qui est effectivement appliqué dans les pratiques quotidiennes des communautés musulmanes.

Ce programme transversal sera coordonné par le CSH au sein de son axe « Relations internationales », et il associera plusieurs centres de recherche du Ministère des Affaires Etrangères, dont l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine de Bangkok, le Centre d'Etudes Français sur la Chine Contemporaine de Hong-Kong, l'Institut Français sur l'Asie Centrale de Tachkent, ainsi que le Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (UMR EHESS-CNRS, Paris) et l'Institute of Strategic Studies d'Islamabad. Les opérations de recherche débiteront en 2006 et se concluront en 2007 par un colloque international à Delhi qui favorisera une mise en perspective comparative.

En réponse à l'appel à projets du programme transversal coordonné par l'Institut Français d'Afrique du Sud sur le thème « **Mutations démocratiques dans les pays émergents : Amérique latine, Afrique, Asie – 1990-2005** », le CSH a élaboré un autre projet collectif dans le contexte de l'Inde, intitulé *Le renouvellement des pratiques démocratiques indiennes en question*. Intégré à l'axe « Dynamiques Politiques » du Centre, ce projet vise à articuler plusieurs recherches individuelles autour d'un questionnement commun sur la profondeur et

l'impact de plusieurs phénomènes qui semblent relever d'un renouvellement des pratiques démocratiques indiennes. Un premier objectif sera d'évaluer l'impact du renouvellement des élites politiques (lié notamment aux quotas et à l'affirmation de partis représentant les castes inférieures), à travers l'analyse de la relation entre représentation des identités et représentation des intérêts. Il s'agira ensuite d'évaluer la profondeur du renouvellement des structures mobilisatrices, en étudiant la relation entre les dimensions participative et représentative de la démocratie locale, notamment dans le cadre des grandes villes. La réflexion commune progressera à travers un séminaire mensuel qui débutera en 2006.

Enfin, le CSH participera en 2006 au programme transversal coordonné par l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine sur le thème « **Construction régionale**

et résistances nationales dans la région du Grand Mékong », en analysant l'initiative de coopération Mekong-Gange.

Une inquiétude pour l'accueil d'étudiants et de chercheurs français en Inde

Les perspectives de recherche du CSH et de dynamique scientifique collective sont toutefois assombries par une inquiétude face aux difficultés d'obtention de visa pour les doctorants et post-doctorants français accueillis au Centre. Les difficultés accrues d'obtention de visa, y compris pour les boursiers du Ministère des Affaires Etrangères, risquent de compromettre la mission de formation à la recherche du CSH ainsi que sa mission d'accueil de chercheurs français en vue de développer des synergies de recherche avec des chercheurs indiens.

Véronique Dupont
Directrice du CSH
New Delhi, 8 février 2006